

# Cercle Royal des Officiers de Réserve de Mons et Région

Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité  
Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid dienen

## CONTACT

1/2017

Trimestriel

Janvier – Février – Mars

Belgique-België  
P.P-P.B.  
7000 Mons  
BC 17454

P 801051

Bureau de dépôt :  
Mons – Hyon



Editeur responsable  
Alain KICQ  
Rue de la Licorne, 34  
7022 Hyon  
Belgique - België

## Sommaire

- Mot du Président
- Les membres du C.A. 2017
- Viva La Muerte (Etienne Carlier)
- L'armée belge d'occupation et les Allemands (1945 – 1952) (article transmis par O. Dupont-1<sup>ère</sup> partie)
- Il faut sauver le soldat belge
- L'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917
- La révolution russe
- Le chemin des dames
- Concert de la musique Royale des Guides

Chers Camarades,

Il y a un an déjà la Belgique était plongée dans l'horreur des attentats faisant des dizaines de victimes.

L'autre jour, écoutant la radio dans la voiture, le journaliste interrogeait des citoyens sur la manière de remercier et de récompenser les militaires qui sont dans les rues en vue d'assurer la protection des citoyens.

Beaucoup d'entre eux remercient la Défense et subliment l'image donnée par les militaires. Leur attitude positive a provoqué un changement dans les mentalités. Quelque 1 250 militaires sont actuellement engagés dans cette opération de sécurité intérieure, en appui de la police fédérale.

Les militaires belges sont souvent seuls en rue alors qu'ils ne peuvent intervenir que sur ordre de la police. L'idéal serait, comme c'est le cas pour le plan Vigipirate en France, d'avoir un policier secondé par des militaires. C'est sans doute la seule solution pour avoir une réponse rapide à une menace quelconque.

Le chef de la Défense (le Général Marc Comperno!) se veut toutefois clair: "si le gouvernement nous demande de faire ce genre de missions, on le fait! Et je crois que la situation sécuritaire le justifie", a-t-il souligné (\*). Toutefois, le Chod estime que ce renfort à la police fédérale n'est pas la "mission première" et qu'il devient "lourd" pour le personnel.

Le Général Comperno! assure que son plus grand souci, c'est de maintenir la capacité opérationnelle des unités. Mais suite à l'engagement permanent de celles-ci dans le cadre de la mission « Homeland », l'entraînement devient basique et, dès lors, il faut craindre la perte de compétences à exercer dans des conflits à forte intensité.

C'est la raison pour laquelle nous sommes tous conscients du rôle de la Défense où les militaires agissent dans un contexte particulièrement difficile pour assurer nos libertés. Notre Défense a plus que jamais besoin de soutien car elle est la seule garantie dans le cadre de la menace.

Parlons des activités de notre association qui a réuni plus de cinquante participants lors de l'assemblée générale du 4 février dernier. Ce fut l'occasion pour le Major DEVOS de présenter de manière bien illustrée la mission de son unité (1L/3L) en Lituanie, à laquelle il a participé durant un mois. Des membres du cercle se sont également manifestés lors des activités organisées par d'autres associations de réserve comme à Charleroi, à Tournai ou encore à Valenciennes, association avec laquelle nous sommes jumelés depuis plus de trente ans.

Le 4 mai, concert exceptionnel de la musique des Guides en la collégiale Ste-Waudru à Mons. Vous découvrirez de plus amples informations dans ce Contact.

Bloquez également le prochain Monchartourn culturel où nous visiterons en septembre le site appelé Bastogne Barracks qui est aussi un centre d'interprétation de la Défense. Des informations complètes seront publiées dans le prochain Contact pour cette journée.

Je vous souhaite bonne lecture de l'édition que vous tenez entre les mains.

(\*) Source Belga du 8 septembre 2016

## Conseil d'administration du CROR Mons pour l'année 2017

Commandant Hre Alain KICQ	Président
Commandant Hre Raymond TASIAUX	Vice-Président
Lieutenant-Colonel Hre François VERDIER	Secrétaire
Commandant ® Philippe DELATTRE	Trésorier
Colonel Hre Dominique HELBOIS	Administrateur
Lieutenant-Colonel ® Eric POSKIN	Administrateur
Lieutenant-Colonel Hre Alain STOUFFS	Administrateur
Major ® Marc DEVOS	Administrateur
Commandant Hre Etienne CARLIER	Administrateur
Commandant Hre Jean-Luc DRUART	Administrateur
Lieutenant Hre Thierry MARCQ	Administrateur

« VIVA LA MUERTE ! » ...

LE PRIX DE LA PAIX EN EUROPE.

---

30/12/2016.

Etienne CARLIER, Cdt/Hr.

*« No pasaran ! » : parole de Dolorès Ibaruri, dite « la Pasionaria », s'adressant aux Républicains espagnols dans un discours à la radio.*

*« Viva la Muerte ! » : cris de guerre des Nationalistes du Général Franco.*

Cette année 2016 a marqué le quatre-vingtième anniversaire du début de la guerre civile d'Espagne. Cet événement dramatique qui ouvrit l'un des conflits les plus cruels et les plus sanglants du vingtième siècle, n'a pourtant pas donné lieu à de nombreuses commémorations. L'Espagne ne souhaitait sans doute pas réveiller les vieux démons qui provoquèrent son clivage idéologique durant plusieurs dizaines d'années ...

Je n'ai nullement envie d'écrire un article larmoyant sur l'issue de ce dur conflit armé. Après 1939, la littérature et la filmographie furent très abondants et allèrent pour la plupart dans le même sens : l'encensement des républicains vaincus (entendez par là les communistes et les anarchistes) face aux sinistres nationalistes du Général Franco. Celui-ci fut chargé de tous les crimes de guerre – et Dieu sait s'il y en eut durant ce conflit – alors que l'analyse des faits renvoie les antagonistes dos à dos. L'Histoire est claire sur ce point.

Las de cette vindicte populaire tronquée, je souhaite remettre l'église au milieu du village, quitte à recourir à une uchronie (cfr. infra) qui devrait faire taire les plus illuminés, pour autant qu'ils apprécient la Paix.

## 1. Le fil de l'Histoire.

Au début du vingtième siècle, le Mouvement Anarchiste était très actif en Espagne : les grèves violentes étaient très nombreuses, ainsi que les attentats, entraînant victimes et dégâts. Les Anarchistes étaient particulièrement implantés dans les classes ouvrière et paysanne. Dans cette insécurité, les partis extrémistes faisaient le plein d'adeptes.

Créée en 1931, la République aggrava sa position déjà chancelante en votant des lois anticléricales et en expropriant les biens de l'aristocratie. De plus, même les Anarchistes s'y opposèrent, vu la lenteur de la réforme agraire promise. Les élections de 1936 portèrent les partis de gauche au pouvoir, sous la bannière unifiée du « Front Populaire ». La société espagnole était ainsi entièrement divisée : milices de gauche et de droite s'affrontaient dans les rues... Le Front Populaire brûlait des églises, multipliait les assassinats politiques. Le leader de la Phalange – la milice de droite – José Primo de Rivera, fut emprisonné et le chef des monarchistes, Calvo Sotelo, fut exécuté.

La coupe était pleine : le 18 juillet 1936 éclata la Guerre Civile.

Le Général Franco, à la tête de l'Armée d'Afrique – Légion Etrangère espagnole et Tabors marocains – prit le Maroc et les Canaries. De nombreuses villes de garnison en Espagne, ainsi que les Baléares, se rallièrent spontanément à Franco : l'Armée Nationaliste était née. Cependant, bloqué au Maroc par la flotte Républicaine, Franco demanda l'aide de l'Allemagne et de l'Italie. Cette assistance, d'abord exclusivement aérienne, permit de transporter l'Armée d'Afrique en Andalousie et d'organiser un front sur le territoire métropolitain. Ce fut le premier pont aérien de l'Histoire. Par la suite, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal ne cessèrent d'envoyer hommes et matériel moderne aux Nationalistes. Les hommes venaient en « touristes » civils et s'engageaient ensuite dans l'armée du Général Franco. Une façon de ne pas internationaliser le conflit ibérique ...

L'Allemagne profita de ce terrain d'opérations grandeur nature pour tester ses nouvelles armes : avions, chars, artillerie, ainsi que ses tactiques. La Guerre d'Espagne fut un véritable laboratoire d'étude pour la Deuxième Guerre Mondiale pour les forces de l'Axe. De leur côté, les Républicains recevaient une aide massive des Soviétiques, empressés d'aider un gouvernement qui leur était favorable. C'était aussi le cas de la France, dirigée par le Front Populaire

de Léon Blum. Mais l'Angleterre dissuada rapidement les Français de s'engager dans cette affaire trop explosive au niveau européen ...

Après plusieurs succès des Nationalistes, qui occupaient le sud du pays, l'ouest et une partie du nord, en 1937, la guerre se figea, annonçant qu'elle durerait longtemps. Les Républicains reçurent aussi l'aide des « Brigades Internationales » : des mercenaires de tous pays, sympathisants du stalinisme et communistes convaincus. Cependant, aveuglés par leur idéologie et leur naïveté, ils se révélèrent de piètres combattants, face aux soldats franquistes bien entraînés par les conseillers allemands.

Les brigadistes n'eurent que très peu d'impact sur le déroulement des combats. Leur nombre n'atteignit pas les 60.000 hommes. Quelques figures marquantes y apparurent : Artur London, à la carrière sulfureuse ; Ernest Hémingway, reporter de guerre auprès des Républicains, plus tard sympathisant et ami personnel de Fidel Castro et du coup, suspect aux yeux du FBI ; enfin, André Malraux, pilote de chasse républicain, qui modèrera ensuite ses idées politiques pour finalement devenir un ministre de Charles de Gaulle. Vus les résultats décevants des Brigades Internationales, le Komintern Soviétique qui les encadrait, se retira et elles se dissolurent d'elles-mêmes en 1938.

Plusieurs batailles très couteuses en vies humaines ne parvinrent pas à faire la différence. Les Républicains l'emportèrent à Saragosse. Ils écrasèrent encore les franquistes à Guadalajara, aidés par une météo désastreuse qui embourba les chars du Caudillo. Les Nationalistes étrillèrent les Brigades Internationales à Brunete, puis s'emparèrent des Asturies, confisquant ainsi les principales ressources industrielles du pays.

Enfin, en 1938, les Nationalistes coupèrent en deux le territoire encore occupé par les Républicains, c'est-à-dire, l'Est de l'Espagne. Valence était ainsi séparée de Barcelone, qui tomba après de rudes combats. Les Républicains jouèrent leur va-tout en attaquant avec succès à Teruel, puis sur l'Ebre mais là, ils essuyèrent un échec. Ils ne possédaient plus que la région de Valence. La défaite était inéluctable.

En 1939, les accords de Munich ayant été signés, la France cessa toute aide aux Républicains afin de ne pas mécontenter Hitler ... et compromettre le traité. Quant à Staline, afin de s'attirer les bonnes grâces d'Hitler, il réduisit aussi son

aide aux Républicains et retira les hommes du Komintern qui soutenaient les Brigades Internationales.

Le gouvernement de Front Populaire espagnol s'exila en France, le 6 février 1939, suivi de 490.000 réfugiés. L'armée Républicaine se désagrégea : communistes et anarchistes se déchiraient, tandis que les brigadistes se débandaient. Franco profita de la situation lamentable de ses adversaires et, après quelques combats sporadiques, il entra en vainqueur à Madrid, le 30 mars 1939.

La guerre civile était terminée. Elle fut l'une des plus cruelles de l'Histoire, faisant plus de victimes civiles que militaires : 600.000 morts, dont 350.000 civils décédés surtout de famine et de maladies. L'intervention des puissances étrangères – Allemagne, Italie, Union Soviétique – fut déterminante mais allongea le conflit, jusqu'à 988 jours.

Le Général Franco devint Caudillo et chef du parti unique, la Phalange. Il maintint l'Espagne – exsangue – en dehors du second conflit mondial, se limitant à envoyer symboliquement la Division « Azul » sur le front russe.

## 2. Et si ...

La Guerre d'Espagne s'est donc terminée par la victoire d'un régime d'extrême droite, qui s'imposa jusqu'en 1975, au grand dam des démocrates de gauche.

La démocratie avait-elle été vaincue ? Certes non, elle n'était ni d'un côté ni de l'autre ! Les Républicains étaient pour la plupart communistes ou anarchistes, soutenus par les Soviétiques.

La littérature d'après-guerre et les médias n'ont eu de cesse, dans leur grande majorité, de « sanctifier » les pauvres Républicains et de critiquer les Nationalistes de Franco. Seules quelques Cours – comme celle de Belgique – prenant plus de recul, ont fait la part des choses.

En effet, posons-nous la question : que se serait-il passé si les Républicains avaient vaincu les Nationalistes ?

A coup sûr, c'est toute l'Histoire d'après-guerre qui aurait été différente et peut-être même catastrophique pour l'Europe occidentale.

La « Guerre froide » aurait pris une toute autre tournure. L'Espagne



communiste, après avoir pansé ses plaies et reconstitué son armée avec l'aide soviétique, aurait certainement annexé le Portugal de Salazar, dont le régime de droite l'aurait dérangée. Ensuite, le scénario eut été comparable à celui de l'Europe de l'Est. Staline y aurait concentré plusieurs divisions d'élite, créé des bases aériennes et occupé quelques ports sur la Méditerranée – le rêve soviétique. La carte de l'OTAN eut été bien inquiétante : à l'Est, le Pacte de Varsovie et au Sud-Ouest, la péninsule ibérique telle un pistolet braqué dans le dos des Occidentaux. Ajoutez à cela la flotte soviétique, avec ses missiles de croisière, paradant comme chez elle en Méditerranée. Gibraltar et Ceuta n'auraient pas tenu, ce qui aurait remis le détroit aux mains des communistes. Jamais on n'aurait vu la VIIème Flotte américaine patrouiller sur la Mare Nostra...

L'Espagne soviétique eut été un atout dans le jeu de Staline et de ses successeurs. Le Pacte de Varsovie a toujours hésité à se lancer dans une troisième Guerre Mondiale qui aurait amené ses troupes sur le Rhin, voire même plus loin ... Avec une telle situation, tenant l'OTAN en tenaille, il y a fort à croire que les Soviétiques n'auraient plus hésité à repousser leurs frontières vers l'Atlantique.

### **Conclusion.**

Conclure une telle uchronie relève plutôt du pari ...

Retenons le principal : la victoire de Franco n'a pas été une bonne affaire pour une partie – légèrement minoritaire – des Espagnols. Mais les Nationalistes et les Royalistes en sortirent vainqueurs. L'Europe occidentale, quant à elle, bénéficia avec cette victoire franquiste, d'un statu quo salubre après la guerre, puis d'un solide allié durant la Guerre froide. Enfin, le danger d'une péninsule ibérique soviétique fut écarté, ce qui supprima la quasi-certitude d'un nouveau conflit à l'échelle européenne.

Bref, le bilan peut être déclaré positif et avec la victoire des Nationalistes, la parole d'Aristote – « de deux maux, choisissons le moindre » - reste d'application ... N'en déplaise aux nostalgiques de l'Internationale communiste.

*La leçon de la Guerre d'Espagne ne peut pas être oubliée ou masquée par les propos d'idéalistes nostalgiques. Le communisme a t'il disparu avec l'URSS,*

*noyée dans ses contradictions ? Hélas, non ! Il est encore bien présent dans plusieurs pays : Chine, Corée du Nord, Viêt-Nam, Cuba, ...*

*En Belgique, depuis quelques années, un parti d'extrême gauche – le PTB, d'obédience communiste – attire de trop nombreux sympathisants par des slogans racoleurs inspirés de la crise économique. La Bête n'est pas morte ...*

*A tel point qu'un récent sondage annonçait qu'en cas d'élections aujourd'hui, près de 18% des Belges voteraient pour ce parti ! Le danger est bien réel.*

*C'est notre devoir, en tant qu'Officiers de Réserve, d'alerter nos politiciens afin qu'un « cordon sanitaire » bloque l'avancée de ce parti non démocratique.*

*« Ignorer le passé, c'est se condamner à le revivre ».*

---

### **Sources historiques :**

- « Guerres et Histoire », n° 31, éditions Montadori France (Sciences & Vie), juin 2016.

- Encyclopédie Larousse en ligne, Google.com, « Histoire de la Guerre d'Espagne ».

---

## ENTRE RESSENTIMENT ET RÉ-ÉDUCATION L'Armée belge d'Occupation et les Allemands, 1945-1952

CHRISTOPH BRÜLL \*

L'ARMÉE BELGE D'OCCUPATION ÉTAIT CONSIDÉRÉE PAR SES CRÉATEURS COMME UN INSTRUMENT DE GARANTIE DES INTÉRÊTS DE LA BELGIQUE À L'ÉGARD DE L'ALLEMAGNE VAINCUE <sup>1</sup>. SUR BASE DE SOURCES BELGES, BRITANNIQUES ET ALLEMANDES, CETTE CONTRIBUTION SE PROPOSE D'EXAMINER UN VOLET JUSQU'À LA PEU ÉTUDIÉ PAR L'HISTOIRE POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE : LA POLITIQUE DES AUTORITÉS BELGES À L'ÉGARD DES ALLEMANDS. SUR CE PLAN, LES RÉGLEMENTS DE LA HIÉRARCHIE MILITAIRE ENTRAIENT EN EFFET RÉGULIÈREMENT EN CONFLIT AVEC LA RÉALITÉ SUR LE TERRAIN -- AVEC DES CONSÉQUENCES SUR LA POLITIQUE BELGE DANS LA QUESTION ALLEMANDE. IL EN RÉSULTE UNE AUTRE QUESTION : PEUT-ON CONSIDÉRER L'ATTITUDE DES SOLDATS BELGES EN ALLEMAGNE ET LEUR REPRÉSENTATION DES "ALLEMANDS" COMME UN INDICATEUR DES RELATIONS SOCIALES ENTRE BELGES ET ALLEMANDS DANS L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE ?

### *I. Prémises politiques de la présence militaire belge en Allemagne*

#### Introduction

Au moment de la capitulation du *Reich*, le 8 mai 1945, 75.000 soldats belges se trouvent en Allemagne. L'immense majorité de ceux-ci sont des volontaires recrutés après la libération de la Belgique. C'est le début d'une présence militaire belge en Allemagne qui durera six décennies. Jusqu'au 31 décembre 2005, des milliers de jeunes hommes et d'officiers de carrière effectueront leur service militaire ou une partie de leur parcours en Allemagne. Créée comme Armée belge d'Occupation, la troupe changera de nom au début des années 1950 pour devenir les Forces belges d'Allemagne, un changement de nom symbolique qui marque le début d'une évolution au cours de laquelle l'ancien ennemi deviendra en 1955 un partenaire dans le cadre de l'OTAN.

Les prémisses de la participation belge à l'occupation de l'Allemagne vaincue sont claires : elles sont politiques. Dès 1941, l'armée est conçue par le gouvernement de Londres comme un outil de garantie des intérêts belges en Allemagne <sup>2</sup>. Détruire le militarisme allemand est alors considéré comme le seul moyen d'assurer à l'avenir la sécurité de la Belgique. Le sens de l'occupation militaire est résumé dans les mots de

1 Cet article repose en grande partie sur les recherches entreprises dans le cadre de notre thèse de doctorat : CHRISTOPH BRÜLL, *Belgien im Nachkriegsdeutschland. Besatzung, Annäherung, Ausgleich 1944-1958*, Essen, 2009. Afin de ne pas surcharger l'appareil critique, nous nous permettons de ne pas dresser un état exhaustif de la recherche et une orientation bibliographique fouillée qui peuvent être trouvés dans cet ouvrage.

Nous remercions MM. Pascal Deloge et Christophe Bechet pour leurs commentaires et suggestions.

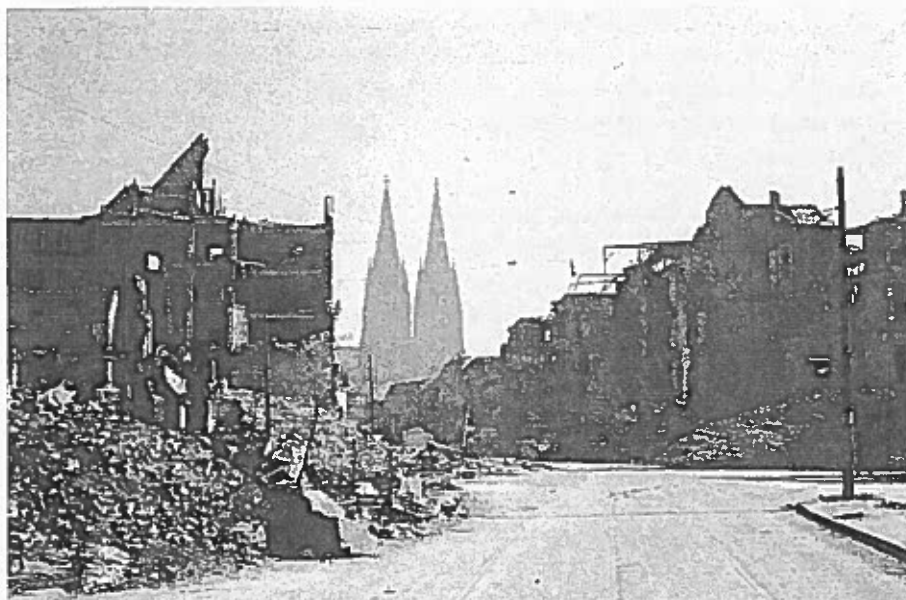
2 PASCAL DELOGE, "Les plans militaires de l'après-guerre", in *Jours de Londres*, Bruxelles, 2000, p. 315-335; Id., "Belgian military plans for the post-war period", in MARTIN CONWAY & JOSE GOTOVITCH (dir.), *Europe in Exile. European Exile Communities in Britain 1940-1945*, New York/Oxford, 2001, p. 99-120.

Raoul Defraiteur, officier et ministre de la Défense nationale, en 1946 : "Et cependant à la guerre ce sont les efforts militaires qui mesurent généralement les droits d'un Pays aux avantages que procure la victoire"<sup>3</sup>. Toutefois, en juin 1945, les décisions de la conférence de Potsdam accordent aux seuls Alliés américains, britanniques, soviétiques et – avec quelques réticences – français les droits politiques de l'occupation. Par conséquent et malgré de nombreuses tentatives de changer cet état de fait, la Belgique se voit refuser l'exercice du gouvernement militaire, les *military governments*. Il s'agit d'un échec manifeste et d'une hypothèque lourde pour les activités de l'Armée belge d'Occupation. La décision unilatérale des autorités militaires britanniques d'étendre en 1946 à plus de 200 kilomètres au-delà du Rhin ce qu'elles appellent le *Belgian Divisionnal Area*, constitué de deux divisions d'infanterie, est considérée comme un autre échec très grave de la politique belge en Allemagne occupée. En effet, les demandes de réparations économiques et territoriales à l'égard de l'Allemagne concernent alors la région entre la frontière belgo-allemande et Cologne et les observateurs de la politique belge à l'égard de l'Allemagne s'interrogent sur les intérêts que l'armée pourrait défendre au-delà de cette zone<sup>4</sup>.

Le refus de l'exercice du gouvernement militaire a pour conséquence directe et pratique de limiter les rencontres officielles entre soldats belges et population allemande. Pendant longtemps, ce sont uniquement les officiers de liaison auprès des armées alliées (essentiellement britanniques) qui sont autorisés à fréquenter les Allemands pour les besoins du service. Les règles de non-fraternisation sont les plus sévères de toutes les armées d'occupation. Cependant, des rencontres sont bien sûr inévitables. La position de force de l'occupant y contribue, tout comme l'augmentation constante du personnel civil allemand dans les camps militaires belges à partir de 1947. L'analyse des rapports entre soldats belges et population est éminemment politique. En effet, les représentations de l'Allemagne et des Allemands influencent les décisions prises par la hiérarchie civile et militaire. Celles-ci sont tributaires à la fois des résultats sur le terrain et de l'évolution de la politique alliée à l'égard des Allemands. En confrontant la politique belge à celle des Alliés, on observe des particularités qui sont dues essentiellement à la présence dans les esprits des deux occupations allemandes de la Belgique, mais aussi au rapport de voisinage entre la Belgique et l'Allemagne – essentiel sur le plan économique. Mais il convient également de s'intéresser au volet culturel de l'occupation. À l'instar

3 RAOUL DE FRAITEUR, *Les accords militaires conclus avec les Alliés depuis 1943*, note manuscrite, 3.1946, p. 2 (AMAEB 12260).

4 Outre les recherches de l'auteur sur la remise dans le contexte de la politique belge à l'égard de l'Allemagne, il convient de citer pour le contexte diplomatique les travaux essentiels de PASCAL DELOGE, *Une coopération difficile. Belgique et Grande-Bretagne en quête de sécurité à l'aube de la guerre froide*, Bruxelles, 2000; Id., "Aachen, Bonn and Cologne in Belgian Hands (1945-1951)", in *Historische Mitteilungen der Ranke-Gesellschaft*, 22 (2009), p. 248-256, ainsi que certains chapitres de JEAN-MICHEL STERKENDRIES, *La Belgique et la sécurité de l'Europe occidentale 1944-1955*, 3 vol., thèse inédite en histoire, Université libre de Bruxelles, 2002.



- Cologne après la défaite allemande. On aperçoit la cathédrale au loin. L'avertissement "OFF LIMITS TYPHUS" fait référence au danger de contagion au sein de la zone délimitée. (Photos CEGES n° 96441 et n° 96462)

des puissances occupantes, la question de la "propagande belge" en Allemagne se pose dès 1947. Celle-ci est intimement liée aux conceptions belges sur la "ré-éducation" des Allemands. Ces débats sont un autre reflet de la politique de Bruxelles en Allemagne et à l'égard des Allemands qui présente des spécificités par rapport à l'attitude des Britanniques.

En abordant une problématique politique par le biais de l'histoire des mentalités et des représentations, nous répondrons aux questions suivantes : quelles sont les prémisses politiques et militaires de 1944-1945 dans lesquelles viendront s'inscrire les premières instructions données aux soldats belges dans le cadre de leurs contacts avec les Allemands ? Quelles sont les motivations et les représentations qui ont conduit ces jeunes hommes à un engagement dans l'armée belge en Allemagne ? Quels changements peut-on observer, notamment après le remplacement des volontaires par des miliciens de service ? Comment le contexte politique international – le conflit est-ouest en premier lieu – influence-t-il l'attitude de l'armée belge à l'égard des Allemands ? Enfin, ces relations entre un groupe de Belges et les Allemands peuvent-elles être considérées comme un indicateur des relations sociales entre la Belgique et l'Allemagne après 1945 ?

Pour notre propos, les "Allemands", ce sont aussi bien les acteurs politiques et sociétaux en rapport avec les puissances occupantes que la population civile allemande dans les localités "occupées" par des troupes belges. Dès lors, nous nous focalisons principalement sur deux régions pour lesquelles la base documentaire belge, allemande et britannique est relativement importante : la ville de Cologne, tombée dans le secteur belge malgré les pressions françaises et la colère du général de Gaulle, et, de façon plus succincte, la région frontalière belgo-allemande, au sud d'Aix-la-Chapelle, qui est au centre des demandes de réparations territoriales et économiques de la Belgique à l'égard de l'Allemagne vaincue<sup>5</sup>. La période considérée est celle qui va de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la création de la RFA et aux changements du statut des troupes belges au début des années 1950.

Les travaux d'historiens sur la fonction, mais aussi les conséquences politiques de l'occupation de l'Allemagne sont légion. La place de l'Allemagne dans les débuts du conflit Est-Ouest, mais aussi la démocratisation et le retour relativement rapide parmi les "nations civilisées" ont souvent été analysés<sup>6</sup>. Plus récemment, c'est la fonction sociale, la réalité quotidienne de la politique d'occupation alliée qui ont intéressé certains

5 Qu'il nous soit permis de renvoyer à notre première esquisse sur base des seules archives belges : CHRISTOPH BRÜLL, "Annexion, réparation, rectification ? Le problème de la frontière belgo-allemande après la Seconde Guerre mondiale (1945-1949)", in *CHTP*, n° 16, 2005, p. 91-131; à compléter par les chapitres relevant de notre thèse.

6 CORINNE DEFRANCE & ULRICH PFEIL, "L'Allemagne occupée en 1946", in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 224, 2006/4, p. 47-64; RICHARD BESSEL, *Germany 1945. From War to Peace*, New York, 2009.

auteurs<sup>7</sup>. De telles études s'inscrivent plus généralement dans la recherche sur la pratique des occupations militaires dans l'histoire. Ces études ont également contribué à mieux définir la place de cette occupation dans l'histoire allemande du XXe siècle<sup>8</sup>. À cet égard, il n'est pas aisé de déterminer la place de la participation belge à cette occupation. S'il paraît assez évident que l'aspect militaire ne peut être le seul à être pris en considération, l'analyse des interactions entre la Belgique – au niveau des décisions politiques, mais aussi de l'opinion publique – et ses soldats en Allemagne montre une réalité politique et sociale complexe sur laquelle la présente contribution tente de lever un coin du voile.

## **II. L'année 1945 : vaincre les Allemands ... et puis ?**

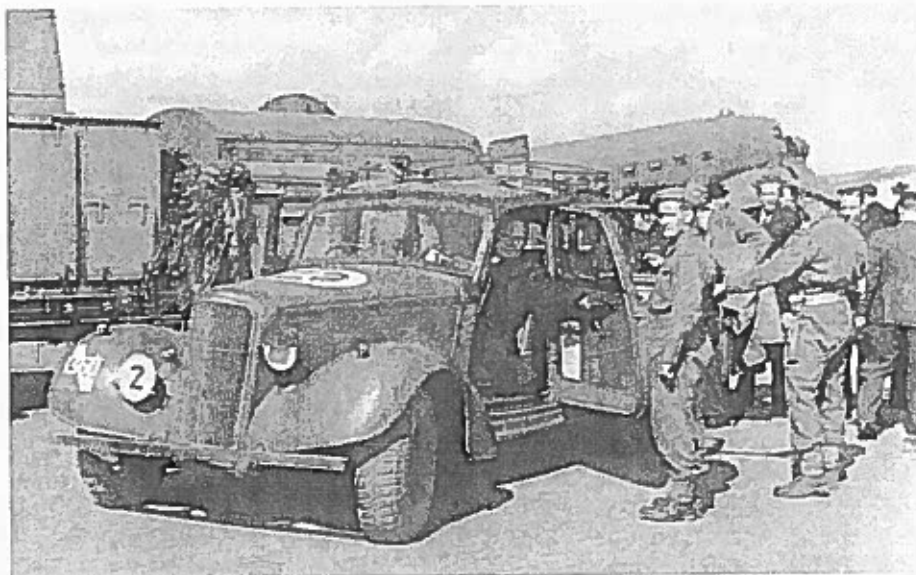
“Nous voulions en découdre avec les Allemands !”<sup>9</sup>. Ces paroles d'un jeune Liégeois illustrent très bien les sentiments de nombreux jeunes hommes qui portent l'uniforme après la libération du pays. Les milliers de volontaires fournissent au gouvernement des arguments pour pousser les Britanniques à favoriser rapidement la reconstitution d'une armée belge régulière. Pour les Britanniques, les objectifs sont pourtant plus pragmatiques : le grand nombre de volontaires belges forme un complément bienvenu à leur *manpower*. Les *Liberated Manpower Units*, créées par l'accord Erskine-Demets du 1<sup>er</sup> décembre 1944, voient le jour. La mission de ces unités réside alors dans le maintien de l'ordre derrière le front.

Le comportement de ces éléments est loin d'être toujours exemplaire et s'inscrit dans le contexte très délicat des mois d'hiver 1944/1945 où la faiblesse de l'autorité gouvernementale se fait ressentir dans tout le pays. Certains membres, souvent issus des mouvements de la Résistance se livrent à une épuration “sauvage” dans le territoire d'Eupen-Malmedy, annexé par le *Reich* pendant la guerre et dont la population dans son intégralité est souvent considérée comme un vivier de collaborateurs. D'autres volontaires passent la frontière belgo-allemande, alors à peine rétablie, et se livrent à des actions de pillage qui sont sévèrement jugées par les Alliés : “Un officier de liaison me signale que des hommes des troupes de l'intérieur du pays franchissent la frontière même accompagnés de leurs chefs, dans l'intention manifeste de se livrer au pillage. Certains d'entre eux ont été arrêtés et emprisonnés avec des prisonniers allemands.

7 GILES MACDONOGH, *After the Reich. From the Liberation of Vienna to the Berlin Airlift*, Londres, 2007.

8 NORBERT FREI, “Die Besatzungsherrschaft als Zäsur”, in MATTHIAS FRESE & MICHAEL PRENZ (dir.), *Politische Zäsuren und gesellschaftlicher Wandel im 20. Jahrhundert. Regionale und vergleichende Perspektiven*, Paderborn, 1996, p. 779-788.

9 Interview de l'auteur avec M. René Vincent, Liège, 20.8.2004. Il s'agit d'un extrait d'une série d'interviews réalisée dans le cadre de notre thèse avec des volontaires de guerre de 1944-1945 et des miliciens de 1947. La majorité était issue de la région liégeoise, mais d'autres témoignages ont été recueillis en Flandre. Dans la même veine, Jan Backx, *Wij, BSD'ers. Het menselijk verhaal van onze legergemeenschap op duitse bodem [1945-2002]*, Roeselaere, 2008, p. 168 cite un témoin flamand, marqué par les bombardements de sa région : “Ik voelde mijn revolve tegen de Mofen opwellen”.



• Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères, à son retour de Londres à l'aérodrome d'Evere en septembre 1944. (Photo CEGES n° 141168)

(...) De tels agissements jettent le discrédit et la défiance sur les troupes de l'intérieur vis-à-vis des troupes alliées. Ils sont la manifestation d'une indiscipline grave. Il faut y mettre fin !<sup>10</sup>. La situation chaotique de la région frontalière en offre l'opportunité et les pillages de l'infrastructure industrielle belge par les Allemands durant l'Occupation fournissent la légitimation.

Les problèmes de ces nouvelles unités sont toutefois immenses. Il n'y a presque plus de casernes, de nombreux soldats logent chez des civils. Le manque d'armes flagrant doit être compensé par une instruction sans armes. La question de la force de combat trouve sa réponse dans l'emploi de ces troupes loin des lignes de front. La faiblesse et le manque de "direction" de cette armée sont soulignés également par une note adressée au général Gérard, chef de la mission militaire belge à Bruxelles, en février 1945 : "La Belgique n'est pas inférieure à d'autres pays en terme d'hommes de qualité. (...) Mais est-il encore surprenant que même le plus bel enthousiasme est détruit ? (...) Que font en fait nos dirigeants ?"<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Général-Major Gérard aux commandants de secteurs (sauf Brabant), 7.11.1944. D'autres exemples : Capitaine Martin à Lieutenant-Général van Strydonck de Burkel, 21.11.1944; Capitaine Martin à Général-Major Gérard, 4.12.1944 (CEGES, Papiers Martin, n° 9).

<sup>11</sup> BMM Civil Affairs à Commandant BMM, 6.2.1945 (CEGES, Papiers Gérard, IV-1a).



L'accord belgo-britannique du 1<sup>er</sup> décembre 1944 prévoit que les troupes belges se retrouvent sous commandement britannique ou américain. Ainsi, la "Brigade Piron" intègre en mars 1945 le *21st Army Group* britannique<sup>12</sup>. Les volontaires qui devraient être instruits en Belgique ont été classés par provinces et régime linguistique et versés, comme prévu, entre décembre 1944 et mars 1945 dans des unités alliées. Certains ont été impliqués dans les combats de la bataille des Ardennes, mais la plupart ne pénètrent en Allemagne qu'au début du mois de mars 1945<sup>13</sup>. Une exception notable est celle des officiers de liaison auprès des armées alliées dont certains ont déjà participé à la prise d'Aix-la-Chapelle à l'automne 1944. Les missions confiées à ces derniers sont la recherche de prisonniers et de déportés belges, la recherche de collaborateurs et au repérage du matériel belge<sup>14</sup>. Les rapports du capitaine Georges Martin, officier de liaison auprès du VII<sup>e</sup> corps d'armée américain, constituent la source la plus intéressante sur leurs activités. Ces rapports se consacrent le plus souvent aux sort et à la recherche des *Displaced Persons* ou de prisonniers de guerre belges. Ainsi, Georges Martin se retrouve à Cologne en mars 1945 et y "découvre une centaine de Belges heureux de rencontrer un officier compatriote, impatient surtout de rentrer au pays"<sup>15</sup>. Il participera également à la libération du camp de Nordhausen où se retrouvent encore 1.000 Belges à son arrivée. "J'y ai vu 2.000-3.000 cadavres dans un état de décharnement épouvantable. Ce n'est pas sans émotions que l'on pense que se trouve parmi eux un certain nombre de compatriotes qui ont donné leur vie et leurs souffrances pour leur Patrie"<sup>16</sup>. Il a à peine le temps de digérer ce qu'il a vu qu'il suit le VII<sup>e</sup> corps d'armée progressant en direction de Leipzig où il assistera au début du mois de mai 1945 à la jonction avec des troupes soviétiques. Ici aussi, il s'intéresse d'abord au sort des Belges qui se trouvent dans la région et dont le nombre s'élève à 4.000 ou 5.000. De plus, il doit distinguer entre ceux qui sont venus comme travailleurs déportés et ceux qui s'étaient portés volontaires pour travailler en Allemagne et qui sont alors considérés comme des collaborateurs<sup>17</sup>.

12 Un récit quelque peu romantique chez ARMAND VANWELDE, *Histoire de la création de la Police Militaire Belge (CMP) au sein du 21st Army Group British Liberation Army (BLA 1945)*, Bruxelles, 1983. Pour un article présentant chiffres et détails des opérations : HENRY DE PINCHART, "Les opérations du 21<sup>e</sup> Groupe d'Armée britannique 1944-1945", in *Le Combattant*, X-XIII, 1978, p. 1-11.

13 Voir aussi PETER SCHRIJVERS, *The Unknown Dead. Civilians in the Battle of the Bulge*, Kentucky, 2005.

14 Note du Haut Commissaire à la sécurité de l'État, 12.5.1945 (SGR/SA, Cabinet MDN, 1945, O2/21).

15 Martin à chef BMM Civil Affairs, 12.3.1945 (CEGES, Papiers Martin, IV).

16 Martin à Chef BMM US forces in Belgium, 12.4.1945 (CEGES, Papiers Martin, IV).

17 Sur le retour des travailleurs "forcés" : PIETER LAGROU, "De terugkeer van de weggevoerde arbeiders in België en Nederland, 1945-1955. Myten en taboes rond de verplichte tewerkstelling", in CREHSGM (éd.), *Le travail obligatoire en Allemagne 1942-1945. Actes du symposium tenu à Bruxelles les 6 et 7 octobre 1992*, Bruxelles, 1993, p. 191-242. Sur la perception générale des volontaires assimilés par les autorités belges à des collaborateurs : Martin à chef BMM, 6.5.1945 (CEGES, Papiers Martin, IV).

Comme on le sait, le rapatriement des ± 300.000 Belges<sup>18</sup> qui se trouvent sur le sol allemand à la fin de la guerre est entre les mains du Commissariat belge au Rapatriement, fondé en juin 1944 et dirigé d'abord par le socialiste Max Buset (jusqu'en octobre 1944), auquel succède Paul van Zeeland. Bien que les structures des différents organismes compétents en matière de rapatriement soient peu claires et le jugement des contemporains pour leurs activités peu clément, tel celui d'un Paul M. G. Lévy qui assiste à la libération des camps de Dachau et de Buchenwald, les chiffres parlent une autre langue. Jusqu'au 5 juin 1945, on réussit à rapatrier 74 % des Belges présents dans les zones occidentales de l'Allemagne, contre 75 % des Français et 54 % des Néerlandais<sup>19</sup>. Toutefois, ce n'est qu'en novembre 1945 qu'une mission pourra être envoyée en zone soviétique. Le capitaine Martin avait déjà prédit cela dans un rapport du 7 mai 1945 lorsqu'il réclame l'évacuation rapide des Belges à l'est de la *Weser* car "ces zones seront occupées par les troupes russes et [que] les difficultés de rapatriement en seront certainement accrues"<sup>20</sup>. À cela s'ajoutent des rumeurs assez diffuses, selon lesquelles d'anciens prisonniers des camps de concentration se retrouveraient maintenant dans des camps soviétiques au lieu d'être rapatriés<sup>21</sup>.

À la fin de la guerre, les soldats belges sont répartis en 142 unités différentes : fusiliers, pionniers, corps de transport...<sup>22</sup>. À l'est, certains avancent jusqu'à Prague, au nord, certains sont en service dans la région de Hambourg. 361 soldats belges sont portés disparus ou morts entre le débarquement allié en Normandie et le 5 mai 1945.

### *III. Motivations de l'engagement volontaire et représentations de l'Allemand en 1945*

Quelles sont les raisons derrière l'engagement de ces milliers de jeunes hommes ? N'y a-t-il que la soif de vengeance, une envie de faire payer "les Allemands" pour deux occupations en un quart de siècle ? Nous ne pouvons contester que de telles motivations seraient compréhensibles. De même, on ne peut contester qu'elles aient réellement existé. Mais il n'y a pas que la vengeance. Certains cherchent des collaborateurs, des volontaires de la SS et de la *Wehrmacht*. D'autres sont motivés par la recherche de proches. Le capitaine Martin a toujours le sort de son beau-frère en tête; un jeune lieutenant du 14<sup>e</sup> bataillon des fusiliers, Pierre Harmel, cherche son frère, un prêtre, et doit découvrir

18 Les chiffres sur les travailleurs étrangers, et belges en particulier, en Allemagne sont recensés par ULRICH HERBERT, *Fremdarbeiter. Politik und Praxis des "Ausländer-Einsatzes" in der Kriegswirtschaft des Dritten Reiches*, Bonn, 1999, p. 11, 293, 296 et 316.

19 PATRICK NEFORS, "Les officiers de liaison belges et les missions de rapatriement", in *Jours de Londres*, p. 285-313.

20 Martin à chef BMM, 8.5.1945 (CEGES, Papiers Martin).

21 PIETER LAGROU, *Mémoires patriotiques et Occupation nazie. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale 1945-1965*, Bruxelles, 2003, p. 258.

22 JEAN-LEON CHARLES, *Les forces armées belges 1940-1945*, Bruxelles, 1970, p. 93-102.

que celui-ci est mort en avril 1945 dans le camp de Blankenburg. Vincent Dujardin a montré que cette expérience est essentielle pour la décision du futur ministre de s'engager politiquement. La mort de son frère, mais aussi la camaraderie au sein des unités belges ont forgé en lui la conviction "qu'une société est à reconstruire sur une nouvelle base"<sup>23</sup>. Les récits de guerre et les mémoires d'autres soldats ainsi que les témoignages relèvent les mêmes motivations<sup>24</sup>.

Toutefois, à la lecture de ces textes souvent autobiographiques, on constate que les Allemands sont étrangement absents. Dans les préfaces à ces ouvrages écrits souvent longtemps après les événements, on souligne la réconciliation avec l'ancien ennemi, le rôle de l'occupation pour le "prestige national", mais rien n'est dit sur les premiers contacts avec les Allemands au printemps et durant l'été 1945. Il ressort pourtant de la lecture des documents officiels que cette thématique est alors d'un intérêt capital pour les autorités politiques et militaires. Ainsi, le ministre de la Défense nationale se demande en février 1945 dans une lettre à la mission SHAEF en Belgique, si une participation belge à la *Psychological Warfare Division* n'est pas indiquée, car celle-ci "includes a branch responsible for controlling and guiding intellectual life in Germany. As Germany's immediate neighbour, Belgium views this problem with considerable interest and is eager to take a part in its realisation"<sup>25</sup>. Cette demande dont le ton est, nous allons le voir, très révélateur de la mentalité belge restera cependant sans suite. Pour les autorités à Bruxelles, les Allemands sont des "objets" avec lesquels toute forme de fraternisation est inconcevable. "Les soldats belges savent assez bien quelles souffrances ont été infligées à notre peuple par les Allemands, mais aussi quels sont les moyens de sabotage contre une armée alliée, pour qu'ils suivent en tout cas les règles du commandement suprême allié"<sup>26</sup>.

La presse militaire juge également utile de fournir une "orientation" aux soldats. Ainsi, la *Gazette du Soldat* publie tout au long de l'été 1945 des paroles drastiques: "Soldats belges en Allemagne, souvenez-vous des souffrances et des tortures imposées par les nazis à nos prisonniers et à notre peuple. Même donc quand la brutale Germanie vous apparaît sous les traits d'une blonde trop charmante, ne fraternisez pas avec ce peuple de meurtriers"<sup>27</sup>. Quelques semaines plus tard: "Être bon, être noble, avoir de la pitié, c'est

23 VINCENT DUJARDIN, *Pierre Harmel*, Bruxelles, 2004, p. 65-71 (citation p. 71).

24 VANWELDE, *op.cit.*; HENRY DE PINCHART, "Les opérations", *art.cit.*; *Id.*, *Historique des unités belges du plan SHAEF 1941-1945*, Bruxelles, 1975; *Id.*, *Historique des Bataillons de Fusiliers belges du plan SHAEF 1944-1945*, édition revue et corrigée, s.l., [1995]; LUCIEN CHAMPION, *La chronique des 53000*, Bruxelles, 1973; RAYMOND LENSEN, *La roue du destin*, Liège, 1981, p. 149-163; JEAN JAMART, *Historique du 14<sup>e</sup> Bataillon de Fusiliers*, Bruxelles, 1977; BACXX, *op.cit.*, p. 44-46 et 167-174.

25 Lieutenant-colonel Defraiteur à mission SHAEF – Belgique, 12.2.1945 (AMAEB 12302).

26 Inspecteur général de la troupe à commandants des Bataillons de Fusiliers, 25.5.1945 (SGR/SA, Cabinet MDN, 1945, O2/21). Sur les ordres alliés en matière de fraternisation: KLAUS-DIETMAR HENKE, *Die amerikanische Besetzung Deutschlands*, 2e éd., Munich, 1996, p. 185-204.

27 *Gazette du Soldat*, 1945, n° 8, p. 1.

très bien. Mais sachez que ce sont des sentiments que le peuple allemand ne comprend pas. Être bon, être noble, avoir de la pitié, c'est risquer d'être faible. Ne vous laissez pas attendrir par les Boches dont le cœur est remplacé par une pierre. Soyez justes, mais ne soyez pas faibles. Ne fraternisez pas !”<sup>28</sup>. Les autorités militaires croient même inutile de distribuer la brochure britannique *Your future occupation aux troupes belges*, car “[t]ous ces conseils sont tirés d’expériences vécues par les membres de la résistance belge ou néerlandaise”<sup>29</sup>. Cela révèle une conception très répandue au sein des milieux militaires belges : la Belgique, voisine de l’Allemagne et victime de deux occupations, n’a pas besoin de conseils alliés pour les contacts avec les Allemands vaincus. Dans la connaissance et le jugement de la mentalité allemande, les dirigeants de notre armée se sentent manifestement supérieurs aux Alliés. Les actions sur le terrain du soldat belge lambda semblent pourtant infirmer cette belle confiance patriotique. Les émotions – la rage – des soldats sommairement instruits vont souvent à l’encontre de la discipline militaire requise. Les expériences de la libération des camps avec la découverte des horreurs n’arrangent pas la situation, malgré des petits moments de bonheur, tels que la libération de l’historien liégeois Léon-Ernest Halkin, prisonnier à Nordhausen, par son étudiant, Etienne Hélin<sup>30</sup>.

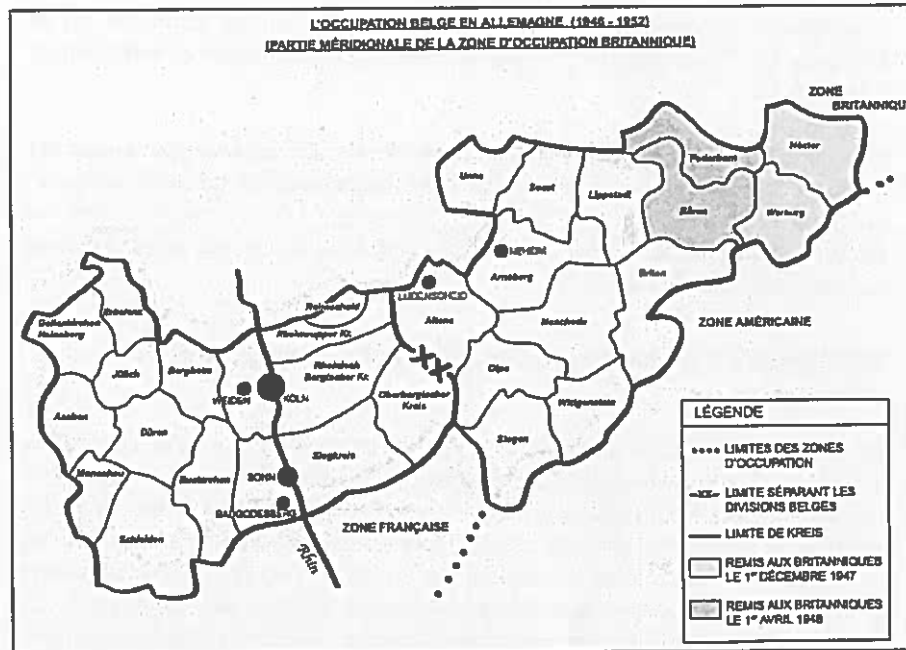
Nous ne disposons que de très peu de rapports sur le parcours des troupes belges en Allemagne durant l’été 1945. Un article de la *Gazette du Soldat*, signé par “Un du 10<sup>e</sup> Bataillon de Fusiliers”, tente de cerner les dispositions mentales d’un “simple” soldat : “D’abord on se regarde, un peu étonné. Qui aurait cru cela ? Certes, pendant les quatre années d’oppression, on l’espérait bien, mais quand même...”. Et de décrire les contacts avec les Allemands : “Nous ne sommes pas Teutons pour traiter les gens comme des bêtes. Loin de nous ces procédés de Gestapo; nous ne rossons pas les gens à coups de bottes ou de crosses de fusil. Nous les traitons plus humainement qu’ils ne nous ont traités. Ce dont nous avons besoin, nous le prenons; mais nous ne sommes pas ici pour piller et voler tout ce qui nous convient. Qu’on ne pense surtout pas que nous fraternisons; si nous logeons chez le civil, ce n’est pas une raison pour manger à sa table ou bavarder. Nos relations avec lui sont réduites au strict nécessaire et rien d’autre n’est toléré”<sup>31</sup>. La réalité de l’été 1945 est pourtant différente, et de nombreux soldats veulent “compenser” leurs pertes matérielles des années de guerre par des pillages. Les appels des généraux en vue de mettre un terme à cette situation se heurtent à deux obstacles. D’une part, de nombreux officiers participent à ces exactions, notamment au marché noir. D’autre part, l’organisation des juridictions militaires en Allemagne ne fonctionne que très lentement et les auditorats militaires n’arrivent pas à suivre les différents dossiers, ce

<sup>28</sup> *Idem*, n° 12, p. 2.

<sup>29</sup> Note du lieutenant-général Beernaert, inspecteur général de la troupe, pour ministre de la Défense nationale, 21.6.1945 (SGR/SA, Cabinet MDN, O2/14).

<sup>30</sup> LEON-E. HALKIN, *À l’ombre de la mort*, Gembloux, 1965, p. 173.

<sup>31</sup> *Gazette du Soldat*, 1945, n° 7, p. 2.



• Carte de la zone de l'occupation belge en Allemagne (1946-1952), tirée de Jean-Michel Sterkendries, *La Belgique et la sécurité de l'Europe occidentale 1944-1955*, dissertation présentée en vue d'obtenir le titre de Docteur en Philosophie et Lettres (orientation Histoire), Université libre de Bruxelles, Année académique 2002-2003, volume 3, annexe B10.

qui mène à un manque de sévérité et d'efficacité des sanctions. À Bruxelles, l'angoisse est perceptible que ce manque de discipline ne vienne contrecarrer toutes les tentatives du gouvernement de donner à l'occupation un caractère politique servant les intérêts belges en Allemagne <sup>32</sup>.

Des actes de violence commis par des soldats belges viennent aggraver la situation. Outre des fonctions de police militaire, certaines unités sont en charge de la garde de prisons alliées. Au moins dans un cas, des soldats belges ont tué des prisonniers allemands. La mission militaire britannique à Bruxelles en conclut à des "*strong anti-german feelings amongst men, many of whom want to 'get' a German*". L'état-major du 18<sup>e</sup> Bataillon de fusiliers "*appears to have taken adequate steps to promulgate correct orders but does not seem able to realise the need to convince his men, if the prisoner is a German, that the shooting of a defenceless prisoner is a disgraceful crime*" <sup>33</sup>. Les soldats semblent avoir eu recours

<sup>32</sup> CHRISTOPH BRÜLL, *op.cit.*, p. 44-56.

<sup>33</sup> Lieutenant-Colonel Williams-Thomas, BMM, à Commandant Martin, 10.8.1945 (SGR/SA, Cabinet MDN, 1945, O2/14).

à un règlement de compte personnel, dans une disposition mentale imprégnée par les accusations de "faute collective"<sup>34</sup> – que la presse militaire belge propage certainement à ce moment.

La haine et la rage anti-allemandes sont probablement encore dépassées par la haine des collaborateurs. Ainsi, un cas est documenté où des soldats belges ont tué cinq "inciviques" près de Bad Oeynhausen, centre de la zone britannique. Lors des interrogatoires, les soldats justifient leur action par une tentative de fuite, mais on peut croire qu'ils ont tué sous l'influence de l'alcool<sup>35</sup>.

#### *IV. L'Armée d'Occupation comme garante des intérêts belges en Allemagne*

Après avoir mené des opérations de concentration des troupes en zone britannique, la 1<sup>re</sup> division d'infanterie installe des garnisons durant l'hiver 1945 dans les régions de Cologne et d'Aix-la-Chapelle. Les soldats y exercent surtout des fonctions de police militaire. À ce moment, les autorités à Bruxelles, surtout au ministère de la Défense nationale et au Centre d'administration des territoires occupés, espèrent toujours pouvoir exercer les compétences d'un gouvernement militaire dans cette région. En attendant, les Britanniques autorisent les forces belges à utiliser certaines ressources, notamment les bois autour de Montjoie et de Schleiden. Il s'agit de réparations pour compenser les pertes et dégâts de l'occupation de la Belgique<sup>36</sup>.

Cependant, après l'extension du secteur de l'Armée belge et l'installation de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie à l'est du Rhin durant l'été 1946, avec le refus catégorique des Britanniques de concéder des fonctions politiques à l'"occupant" belge, on doit réaliser que les conceptions bruxelloises se heurtent à des obstacles insurmontables sur le terrain. La raison d'être des troupes n'est pas (encore) contestée car, comme le note en janvier 1947 le directeur adjoint de la politique, Hervé de Gruben, "Nous avons intérêt à y être, dans une certaine région, et pour que d'autres n'y soient pas"<sup>37</sup>. Mais même le voisin français s'interroge sur la situation des troupes belges. L'ambassadeur à Bruxelles, Raymond Brugère, rapporte à son ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault que parmi

34 Sur le terme allemand de "Kollektivschuld" voir NORBERT FREI, "Von deutscher Erfindungskraft oder : Die Kollektivschuldthese in der Nachkriegszeit", in *Rechtshistorisches Journal*, 16, 1997, p. 621-634.

35 Auditorat militaire de Bruxelles, interrogatoires, 9.10.1948, 16.11.1948, 31.5.1949 à propos de l'enquête pour le meurtre de cinq inciviques le 7 mai 1945 (Doc. pers. Francis Balace).

36 PINCHART, *Historique des unités*, p. 18 parle de 68782 m<sup>3</sup> qui auraient été transportés vers la Belgique pour la seule année 1945. La question de l'utilisation et du pillage des bois belges durant l'occupation est étudiée par MICHEL SIMON, *L'industrie du bois sous l'occupation allemande 1940-1944*, mém. inédit en science économique, Université de Liège, 1990.

37 DDB, II, n° 56, p. 179-182.

celles-ci courait un proverbe : “Les Américains ont leurs nègres, les Britanniques ont les Belges !”<sup>38</sup>. La presse se fait également l'écho de la frustration engendrée chez les Belges présents en Allemagne par des relations belgo-britanniques souvent conflictuelles. La *Gazette du Soldat* invoque une nouvelle fois le prestige national : “La seule présence de nos troupes en Allemagne occupée, en effet, nous confère incontestablement, aux yeux du monde, un prestige qui échappe à bien d'autres nations, victimes comme nous de l'agression nazie”<sup>39</sup>. Le même son de cloche peut être trouvé dans le *Pourquoi Pas ?* : “L'opinion belge aurait été déçue et mécontente si nos troupes n'avaient pas participé à l'occupation de l'Allemagne vaincue. Mais elle est plus déçue et plus mécontente encore de savoir dans quelles conditions – et à quel prix, sans contrepartie – cette participation a été admise”<sup>40</sup>. Et dans un autre article de la même édition, l'auteur s'interroge : “Que nous a coûté cette réorganisation (...) dont seule l'Angleterre tire profit et qui a enlevé à nos soldats tout caractère belge (...) ?”<sup>41</sup>. La revue satirique se fait ainsi le porte-parole de tous ceux qui, en Belgique, se soucient du prestige de la nation qu'ils croient grièvement atteint par la situation des troupes belges<sup>42</sup>.

En Allemagne, la dépendance à l'égard des Britanniques – “humiliante” pour certains – se manifeste même dans la distribution des places pour l'opéra ou le cinéma aux soldats belges. Pire encore, on accuse les Britanniques de privilégier systématiquement les Allemands aux Belges : “En général, l'accord ne règne pas entre Britanniques et Belges. (...) Pour deux raisons : l'Anglais considère le Belge comme un soldat de 2<sup>e</sup> zone qui devrait s'estimer heureux d'être nourri et équipé par l'Angleterre; l'Anglais qui n'a pas subi l'occupation donne raison à l'Allemand portant plainte contre un Belge”<sup>43</sup>. Ce constat que certains posent déjà en 1945 semble être valable pour toute la première phase de l'occupation telle qu'elle est traitée dans cet article. Il semble être corroboré dans la suite par deux autres problématiques qui opposent régulièrement les Belges aux Britanniques. D'une part, le contrôle des soldats belges qui retournent en Belgique où on accepte difficilement qu'ils soient contrôlés par des douaniers allemands. D'autre part, les réquisitions de maisons et d'appartements pour les besoins de l'armée belge.

38 Brugère à Bidault, 28.2.1947, cité d'après STERKENDRIES, *Belgique et sécurité*, vol. 1, p. 62.

39 *Gazette du Soldat*, 1947, n° 4, p. 1.

40 *Pourquoi pas ?*, n° 1470, 31.1.1947, p. 284.

41 *Ibidem*.

42 Il serait erroné de croire que la représentativité du *Pourquoi Pas ?* ne concernerait que l'opinion francophone (ou une partie de celle-ci). En effet, l'attitude alarmée par rapport à la prétendue faiblesse de la position belge en Allemagne n'est alors pas un problème où les lignes de division courent entre Flamands et francophones. Les lignes de friction se retrouvent même à l'intérieur des familles politiques. Sur cette division, cf. CHRISTOPH BRULL, *Belgien*, p. 97.

43 Bulletin de renseignement de la 2<sup>e</sup> direction de l'EMGA, 12.8.1945 (SGR/SA, Cabinet MDN, 1945, O2/6).

Dans son premier ordre du jour comme commandant de l'Armée belge d'Occupation, le général-major Jean-Baptiste Piron déclare en février 1947 : "Ce n'est ni par la brutalité, ni par des actes injustes que nous imposerons notre autorité aux populations vaincues"<sup>44</sup>. Après presque deux ans de présence belge en Allemagne et après un an d'existence d'un secteur belge, de tels appels sont donc encore nécessaires. Qui plus est, au cours du printemps 1947, on se rend compte de la difficulté pour une armée modestement équipée de contrôler avec des ressources humaines relativement peu nombreuses un territoire qui s'étend d'Aix-la-Chapelle à Paderborn. Aucune nécessité militaire ne justifie la présence d'une troupe aussi faible, qui ne joue par ailleurs aucun rôle dans le dispositif stratégique des Alliés. Comment peut-on espérer faire respecter les intérêts politiques de la Belgique dans de telles circonstances ? Nos soldats et leurs officiers rencontrent les mêmes difficultés et obstacles que les grandes armées alliées, mais ils ne peuvent agir sur la même base politique et juridique que ceux-ci. Cette "non-légitimité" est encore aggravée par le sentiment de "supériorité morale"<sup>45</sup> qui anime de nombreux soldats par rapport aux Britanniques, mais aussi dans leurs contacts avec les Allemands : la non-fraternisation n'apparaît pas comme un devoir, mais comme une affaire d'honneur.

Il n'y a pas lieu ici de nous étendre sur l'organisation de l'Armée belge d'Occupation. En général, les unités belges ont les mêmes fonctions que celles des britanniques. "Il s'ensuit que les troupes belges sont à la disposition de la *Control Commission for Germany* pour ses fonctions, principalement pour le maintien de l'ordre public et la sécurité à l'intérieur"<sup>46</sup>. Sur ce plan, le commandant du 1<sup>er</sup> corps d'armée ne peut prendre des initiatives propres, mais doit toujours en référer au *Regional Commissioner* britannique ainsi qu'aux *Public Safety Officers* pour les compétences qui relèvent du gouvernement militaire et que les Belges ne sont donc pas habilités à exercer. La 2<sup>e</sup> direction, le service de renseignement militaire, est seulement responsable de la sécurité des troupes belges et peut observer le comportement des Allemands qui habitent à proximité des casernements. Un rôle crucial revient aux missions de liaison auprès des armées alliées, surtout auprès de la *British Army On the Rhine (BAOR)* à Bad Oeynhausen.

Parmi les fonctions des forces d'occupation figure la recherche de matériel en Allemagne, afin de répondre aux demandes de réparations formulées par le gouvernement. Les Britanniques autorisent les Belges à envoyer des représentants dans les commissions de démilitarisation et de démontage industriel. En avril 1948, les missions d'enquête belges

44 *Vici*, n° 8, 13.2.1947, p. 2.

45 Pieter Lagrou diagnostique le même complexe de supériorité morale pour la thématique des criminels de guerre allemands en Belgique et les différents procès contre ceux-ci. Cf. PIETER LAGROU, "Eine Frage der moralischen Überlegenheit ? Kriegsverbrecherprozesse gegen Deutsche in Belgien, 1944-1951", in NORBERT FREI (éd.), *Transnationale Vergangenheitspolitik. Der Umgang mit deutschen Kriegsverbrechern in Europa nach dem Zweiten Weltkrieg*, Göttingen, 2006, p. 326-350.

46 Instructions générales pour l'A.B.O., Lieutenant-général Baele, chef de l'EMGA, au commandant du 1<sup>er</sup> corps d'armée, 4.3.1947 [secret] (AMAEB 12260).



font le tour de nombreuses usines de la zone britannique à la recherche de matériel belge. Lors de certaines actions de démontage, nos soldats effectuent des missions de police militaire, mais ne sont – à notre connaissance – jamais directement impliqués dans le démontage proprement dit. Les Britanniques envoient cependant des rapports très détaillés sur leurs opérations de démontage au ministère de la Défense nationale. Le cas le plus connu où des troupes belges sont présentes est celui de l'usine d'essence synthétique de Bergkamen en Westphalie. L'ordre de démontage y arrive en juin 1949 et les Britanniques utilisent des jeunes miliciens belges pour protéger l'usine contre la population allemande très en colère contre la décision britannique<sup>47</sup>. Avec les accords du Petersberg du 22 novembre 1949, les Alliés mettent d'ailleurs fin à leur programme de démontage. L'attitude de Bruxelles en la matière a d'ailleurs fortement évolué. Si on se plaint dans un premier temps du laxisme britannique au début de l'occupation, la redécouverte de l'importance de l'industrie du Rhin et de la Ruhr pour notre commerce extérieur entraînera dès 1947 des appels à la modération<sup>48</sup>. Les Britanniques permettent également aux Belges de continuer d'utiliser les ressources du *Kreis* de Schleiden où le corps des forestiers peut envoyer 183.500 m<sup>3</sup> de bois en Belgique pour l'année 1946<sup>49</sup>. Les troupes belges continuent également leur mission de rapatriement de prisonniers de guerre et de *Displaced Persons* belges, même après les grandes vagues de l'année 1945. 484 Belges qui se trouvent dans des camps autour de Hanovre sont par exemple rapatriés en juillet 1946<sup>50</sup>. Les dernières grandes actions de rapatriement de prisonniers de guerre belges et français commencent en mai 1947 et vont durer jusqu'à la fin de l'année<sup>51</sup>.

Certains milieux politiques ne sont guère convaincus et posent ouvertement la question de la raison d'être de ces troupes en Allemagne. Et ce n'est pas le comportement du général Piron, que le *Pourquoi Pas ?* désigne ironiquement comme "proconsul en Germanie"<sup>52</sup>, qui amène à nuancer ce jugement. Certains se moquent de lui en prétendant qu'il a transformé le quartier général à Lüdenscheid, puis à Bonn en une sorte de cour princière<sup>53</sup>. En réalité, dira-t-on, il tente d'incarner en Allemagne un "prestige" que la Belgique n'a pas à cause de la "subordination" de ses troupes dans la zone britannique. La critique du journal satirique s'adresse directement au Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, à qui on reproche de

47 WALTHER ROOTSAERT, *L'Occupation belge en Allemagne*, s.l., 2008, p. 117-129. Le *Fonds Rootsart*, conservé au SGR/SA, contient de nombreux documents relatifs aux démontages. Le sous-titre néerlandais de l'édition originale *Over moeilijke bezettingsjaren* fait également allusion à la situation difficile des soldats belges entre 1946 et 1949 telle qu'elle est décrite *supra*.

48 Rendel à Bevin, 26.11.1947 (PRO/FO, 371/64470).

49 *Grenz-Echo*, 5.8.1947, p. 3. Pendant les premiers mois de 1947, plus de 36.000 m<sup>3</sup> viennent se rajouter.

50 *Monthly Report*, 7.1946, annexe 5 (*Control Commission for Germany/British Element*).

51 *Regional Commissioner's Office, HQ MilGov* à ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie, 7.5.1947 (HStAD, NW 53, n° 398/2). On y évoque de 4.000 et 5.000 rapatriements par mois.

52 *Pourquoi Pas ?*, n° 1551, 20.8.1948, p. 1.

53 PIERRE STEPHANY, *Les dessous de la Régence 1944-1950*, Bruxelles, 2003, p. 217.



• Raoul Defraiteur, le ministre de la Défense nationale, salue les commandants de l'armée de terre et de l'armée de l'air à la caserne de Lüdenscheid, le quartier général des militaires belges dans la zone d'occupation, 1947. (Photo CEGES n° 93603)

mener une politique trop favorable aux Allemands en matière de réparations. Les commentaires du *Pourquoi Pas ?* sont cinglants : "[O]n envoyait en Allemagne, à grands frais, une armée étirée ridiculement, jusqu'à des kilomètres et des kilomètres au-delà du Rhin. L'État touche-à-tout dépensait sans compter l'argent des contribuables, en ne rendant de comptes à personne et en se moquant de tout le monde – sans oser, bien entendu, reprendre le décevant slogan de 1918 : 'L'Allemagne paiera !', mais en agissant comme s'il devait en être ainsi"<sup>54</sup>. Du côté des politiques, le plus grand critique de la politique gouvernementale est Pierre Nothomb, membre conservateur de la commission sénatoriale des Affaires étrangères. Après un voyage d'inspection de celle-ci en Allemagne, Nothomb loue l'attitude des soldats mais constate que la troupe "ressemble davantage à un corps de police qu'à une armée moderne prête au combat". Et de rappeler dans son style caractéristique que "le secteur d'occupation belge n'est pas une part quelconque de l'Allemagne, comme pour les Norvégiens par exemple, mais qu'il s'agit de la Rhénanie, une terre voisine avec laquelle la Belgique a des liens culturels et économiques"<sup>55</sup>.

<sup>54</sup> *Pourquoi Pas ?*, n° 1518, 2.1.1948, p. 11.

<sup>55</sup> *Grenz-Echo*, 4.1.1949, p. 1.

L'ensemble de la situation a incité les diplomates du ministère des Affaires étrangères à réfléchir dès 1947 à un nouvel accord avec les Britanniques qui remplacerait l'accord Eden-Spaak de fin 1944. Ces plans ne connaîtront pas de succès. Il faut attendre le deuxième semestre de 1949 et le *clash* autour de l'"affaire de Bonn"<sup>56</sup> avant de voir commencer des négociations qui aboutiront à l'accord du 23 décembre 1949. Entre-temps, un changement de gouvernement s'opère durant l'été 1949. Paul-Henri Spaak est remplacé par Paul van Zeeland à la tête du ministère des Affaires étrangères.

### V. Le contact avec les "Occupés"

"We cannot re-educate 20 million people if we are never to speak to them"<sup>57</sup>. Dans cette question que le maréchal Montgomery adresse à Anthony Eden dans l'été 1945 se résume toute la question de la *re-education* des Allemands. Pour notre propos, c'est la réponse du nouveau secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Ernst Bevin, qui arrive six semaines plus tard qui est frappante. Il conseille au maréchal d'adopter une ligne dure à l'égard des Allemands parce qu'il veut éviter "*a feeling of bitterness in these small nations*" qui repose sur la peur que "*the Germans are getting a better deal than they are*"<sup>58</sup>. Les débats britanniques à propos du contact avec les "vaincus" constituent le point de référence naturel des mesures belges. Il n'est pas étonnant de voir qu'il règne au sein de l'ABO un grand scepticisme devant chaque assouplissement des règles de non-fraternisation britanniques et devant la multiplication des rencontres alliées avec les Allemands. Un officier britannique note après un voyage de journalistes belges dans la zone britannique en septembre 1946 : "*To put it bluntly, they respect the British for being Gentlemen but they doubt whether Gentlemen know how to deal with brutes*". En réaction à un discours du secrétaire d'État américain, James Byrnes, qui a plaidé pour une politique de fraternisation plus clémente, les journalistes belges insistent sur les dangers d'une "*policy of British fair-play*". Le terme de *fair-play* serait d'ailleurs "en vogue" en Belgique – dans son sens péjoratif<sup>59</sup>. Il suffit de jeter un regard dans la presse militaire bruxelloise pour comprendre les conceptions de certains Belges sur les "contacts" avec les Allemands. Dans le cas le plus extrême, on y propose d'utiliser des prisonniers de guerre allemands pour les actions de déminage, puisque ce ne serait que de la "justice élémentaire"<sup>60</sup>.

56 DELOGE, *Une coopération difficile*, p. 275-313; HELMUT VOGT, *Wächter der Bonner Republik. Die Alliierten Hohen Kommissare 1949-1955*, Paderborn, 2004, p. 37-38.

57 DBPO, Series I, t. I, n° 43, p. 71.

58 DBPO, Series I, t. V, n° 16, p. 72 sv.

59 Extracts from report on visit of 20 Belgian journalists to British zone of Germany in September 1946 (PRO/FO, 371/55912).

60 *Gazette du Soldat*, 1946, n° 16, p. 1.

C'est avec des paroles drastiques que *L'Armée, la Nation* avertit encore en juin 1948 nos soldats d'éviter tout contact avec les Allemands qui n'aurait pas lieu pour des besoins de service : "Il faut agir comme si les Allemands et surtout l'Allemagne n'existaient pas !" <sup>61</sup>. Ce que les Britanniques ont alors appris de leur expérience en Allemagne et de leur confrontation avec le *Vansittartism* <sup>62</sup>, une approche plus modérée et la nécessité de "différencier entre 'les' Allemands" <sup>63</sup>, tout ce débat nécessaire touche peu les Belges. "Les étudiants de 1948 ont un faciès étonnamment semblable à celui des SS de 1944" <sup>64</sup>, pouvons-nous lire dans la même édition du mensuel bruxellois. De nombreuses fois, on met en garde même contre le "bon Allemand". Et ce sont surtout les femmes qui occupent les esprits. Il ne faut pas faire confiance "aux jeunes filles souriantes", déclare-t-on dans la *Gazette du Soldat*. "Il est peut-être imprudent de se fier aux apparences et (...) il y a d'autres sources que la tendresse ou l'amitié pour dicter une attitude accueillante. L'intérêt par exemple et la crainte de la force que nos soldats représentent encore pour le moment" <sup>65</sup>. De tels propos s'adressent aux nouveaux venus de l'an 1947, c'est-à-dire aux premiers miliciens qui doivent effectuer leur service en Allemagne et qui remplacent les volontaires <sup>66</sup>. Ils ont vécu l'occupation de la Belgique comme adolescents et n'ont pas assisté à l'invasion de 1945 et à la découverte des atrocités dans les camps <sup>67</sup>.

La volonté déclarée du ministère de la Défense nationale et des autorités militaires est de limiter les rencontres avec les Allemands au strict minimum nécessaire. Mais cela s'avère difficilement praticable. Rien que le nombre sans cesse croissant de personnel civil allemand dans les casernes et cantines belges rend ces rencontres inévitables. À Bruxelles, on ne désarme pourtant pas. La *Gazette du Soldat* publie au printemps 1947 une série d'articles du jeune psychologue René Pasqasy qui sera ensuite distribuée sous forme de brochure : *La fraternisation en Allemagne* <sup>68</sup>. Elle présente toutes les caractéristiques d'une étude scientifique. L'auteur y fait la lumière sur le problème de la fraternisation

61 *L'Armée, la Nation*, n° 6, 6.1948, p. 18.

62 JORG SPATER, *Die Anklage einer Nation. Lord Vansittart, der Vansittartismus und die deutsche Frage*, Göttingen, 2003. Lord Vansittart peut être considéré comme le concepteur d'une politique britannique à l'égard de l'Allemagne caractérisée par des ressentiments très marqués. Cela se traduit dans des conceptions assez proches de celles de l'Américain Henry Morgenthau et de ses plans pour une Allemagne transformée en État agraire. Un exemple belge pour des idées proches du Vansittartisme est celui de l'ambassadeur à Londres Émile de Cartier de Marchienne.

63 ULLRICH SCHNEIDER, "Nach dem Sieg: Besatzungspolitik und Militärregierung 1945", in JOSEF FOSCHÉPOTH & ROLF STEININGER (dir.), *Die britische Deutschland- und Besatzungspolitik 1945-1949*, Paderborn, 1985, p. 60.

64 *L'Armée, la Nation*, n° 6, 6.1948, p. 19.

65 *Gazette du Soldat*, n° 19, 11.5.1947, p. 1.

66 Voir aussi la brochure : Ministère de la Défense nationale – Service d'éducation de l'armée (éd.), *La zone d'occupation belge en Allemagne*, s.l., 1.1948, p. 11.

67 Selon Sterkendries, *Belgique et sécurité*, vol. 1, p. 93, certains soldats belges ont été employés en 1945 pour montrer les films des camps aux Allemands.

68 *Gazette du Soldat*, 21.3.1947, p. 12 sv. La brochure : RENE PASQASY, *La fraternisation en Allemagne*, Liège, 1947.



• Caricature du général Piron à la une du *Pourquoi Pas* 7, 20 août 1948.

par des séquences de questions-réponses sur quatre aspects : la morale sociale, le patriotisme, l'aspect juridique et l'aspect physique. Les conclusions sont vite dressées. Puisque l'interdiction de fraterniser constitue un devoir moral pour les "occupants belges", on doit créer en Allemagne un climat patriotique et moral qui rendrait son acceptation évidente. La réponse de Pasqasy aux réflexions de Montgomery de 1945 est claire. "On convainc davantage par les actes que par les paroles !". La "supériorité civilisatrice" des Alliés est admirée par les Allemands "en la personne du soldat qui se comporte dignement pendant l'occupation"<sup>69</sup>. Il ne faut donc pas de fraternisation pour atteindre les objectifs de l'occupation.

À nouveau, de nombreuses remarques concernent la "femme allemande". Celle-ci n'est pas "sentimentale, et donc inoffensive", car parmi les bourreaux de Buchenwald il y aurait eu des femmes plus diaboliques que les gardes masculins. De plus, Pasqasy met en garde contre l'"espionne"<sup>70</sup>. La présentation des femmes à travers la figure de l'espionne potentielle n'est pas rare. Sterkendries pointe même une "peur de Mata-Hari"<sup>71</sup>. Ces mises en garde n'interviennent pas sans raison à ce moment. En février 1947, Raoul Defraiteur a peint une image sombre devant les députés de la Chambre : "En ce qui concerne les maladies vénériennes, la situation n'est pas agréable à mentionner. Le pourcentage hebdomadaire est de 0,2 pro mille pour la syphilis et 1,2 pro mille en ce qui concerne les autres maladies vénériennes. La situation a ému le service de santé de l'armée qui va réunir une commission d'enquête pour prendre les mesures nécessaires à cet égard"<sup>72</sup>. Les autorités militaires ont aussi lancé un avertissement dans la brochure *Prends ta place !* qui est distribuée à tous les soldats miliciens : "[A]ctuellement, en Allemagne, une femme sur deux est contaminée et contaminante !". Et de choisir un langage plutôt rugueux : "Jeunes soldats quand vous vous sentez glisser sur la pente dangereuse des amours faciles, pensez à temps aux embûches dont ce chemin dangereux est plus que jamais parsemé. À ce moment, pensez à vos aînés qui, pleins de santé comme vous, ont succombé avant vous peut-être avec la même femme, et le regrettent amèrement maintenant"<sup>73</sup>. Pour le général Piron, interrogé par la presse, la situation n'est pas aussi dramatique<sup>74</sup>. Finalement, on introduit des contrôles médicaux bimensuels, ce qui améliore quelque peu la situation. Au sein du staff médical de l'armée, il y a à ce

69 RENE PASQASY, *Fraternisation*, p. 42, 59-60. Même son de cloche dans MDN, *Zone*, p. 18.

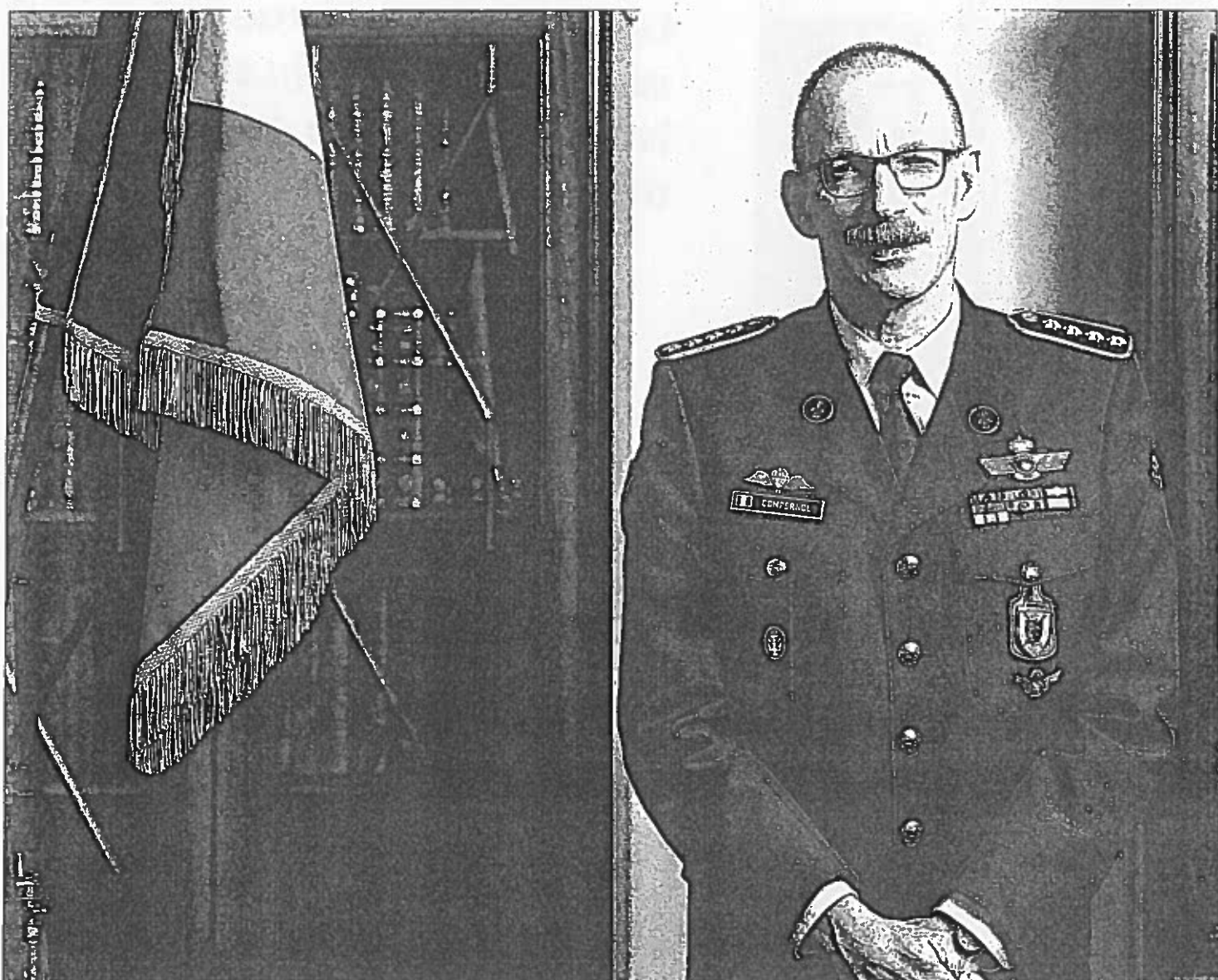
70 RENE PASQASY, *Fraternisation*, p. 47, 56-57.

71 STERKENDRIES, *Belgique et sécurité*, vol. 1, p. 93.

72 APC, 1947, 17.02.1947, p. 9. L'étalon de mesure sur lequel se base le ministre n'est pas connu. Si on compare ces taux de maladies vénériennes avec la situation des troupes belges en Irlande en 1945, on doit constater une nette augmentation (51 cas sur 22.000 hommes); cf. FLORENCE DERBAUDRENGHIEN, *De la conspiration du silence à la propagande. Trente-six ans de lutte antivénérienne à Liège (1912-1948)*, mém. lic. inédit en histoire Ulg, Université de Liège, 1998, p. 143. On n'est par contre pas très loin du taux de maladies vénériennes dans certaines unités de l'armée américaine; cf. HENKE, *Besetzung*, p. 201.

73 Ministère de la Défense nationale (éd.), *Prends ta place !*, Bruxelles, s.d., p. 60 et 62.

74 *Grenz-Echo*, 5.5.1947, p. 1.



# Il faut sauver le soldat belge

Arrivé à la tête de la Défense cet été, le général Marc Compagnol y a trouvé des troupes vieillissantes, sans matériel et convaincues d'être abandonnées en rase campagne par le gouvernement. À l'entendre, nous sommes en train de perdre une armée morte d'ennui.

## Les militaires en rue rassurent les gens. Quant à leur réelle utilité, je suis moins convaincu...

est entré en fonction en juillet dernier dans un climat de menace terroriste sans précédent. Une opportunité, dirait-on si la Défense constituait un business comme un autre. Ce que Marc Comper-nol, entre les lignes, confirme: "Il y a deux ans, j'aurais probablement dit que le gouvernement était en train de laisser la Défense s'autodétruire de l'intérieur. Aujourd'hui, la population ne comprendrait plus que l'armée soit supprimée. Les politiques suivent le mouvement et croient à nouveau en notre utilité". Sauf que nos militaires ne font pas un métier comme les autres...

**Mi-janvier, le ministre et vous avez conjointement répondu aux inquiétudes des militaires lors d'une journée débat. Une première dans l'histoire de Belgique. L'armée est-elle en crise?**

MARC COMPERNOL - Elle est plutôt en période de transition et les militaires s'en rendent compte. Leurs questions sont très terre à terre: est-ce que ma caserne va fermer? Les effectifs vont-ils manquer? Tel ou tel matériel va-t-il être acheté? Puis, il y a aussi la réforme de leurs pensions, qui vise à les faire travailler jusqu'à 63 ans au lieu de 56 ans actuellement. Je dois toutefois avouer que quand j'ai planifié cette rencontre, je pensais que le gouvernement aurait davantage avancé dans le processus de négociation. J'ai donc souvent dû dire "Je vous entends, mais je n'ai pas les réponses..."

**Lors de votre entrée en fonction, vous disiez être confiant face à tous ces défis. Vous l'êtes toujours?**

Oui. La vision stratégique donne une direction. Cela faisait longtemps que ce n'était plus arrivé. Est-ce qu'elle sera exécutée comme telle? Probablement pas. Ce projet aboutira dans 15 ans et est susceptible d'évoluer. Je dois cependant admettre que je ne m'attendais pas à la réforme des pensions engagée par le gouvernement.

**Elle a été négociée dans votre dos?**

Dans les couloirs on parlait d'une réforme, →

Marc Comper-nol, ancien artilleur para-commando de 59 ans, est chef des armées depuis juillet.

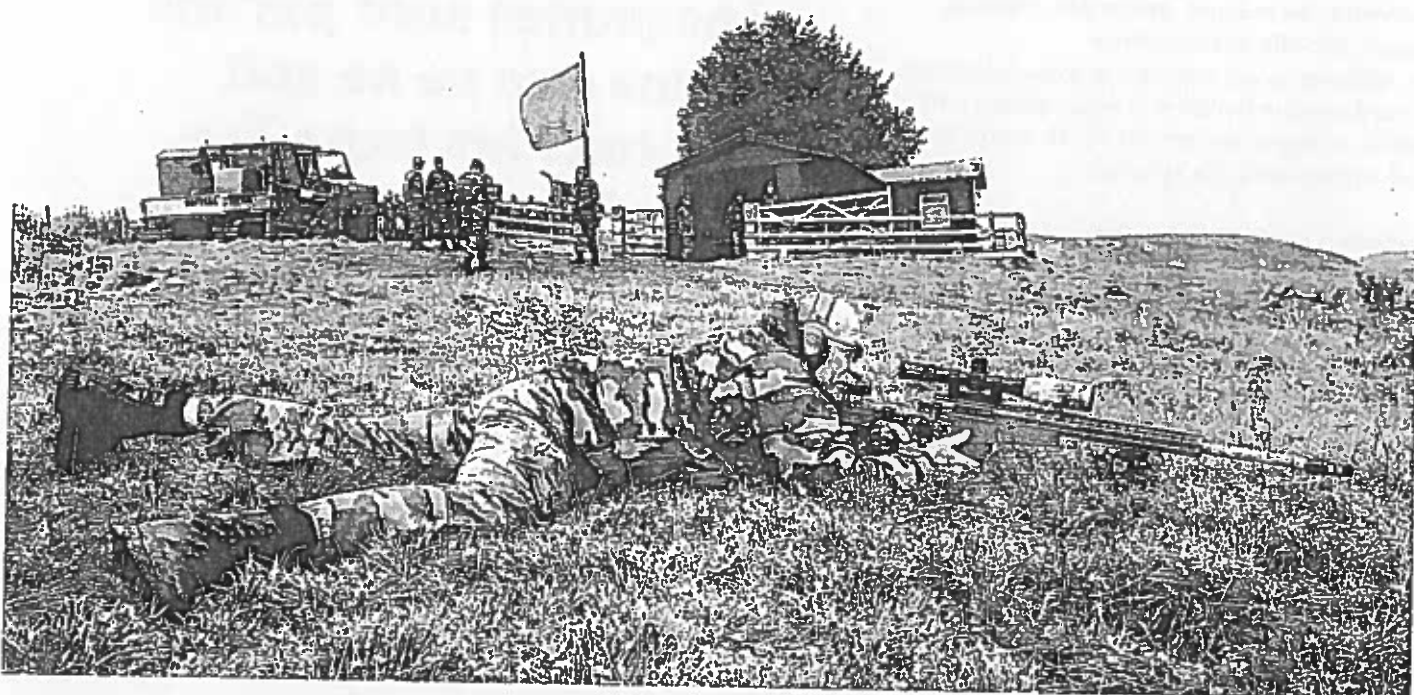


Rencontre:  
Nicolas Sohy

**A**rrivés au cabinet du chef de la Défense Marc Comper-nol rue du Lambermont à Bruxelles, son porte-parole nous invite à patienter une bonne vingtaine de minutes. Le général est en réunion informelle avec le ministre de la Défense Steven Vandeput (N-VA) dans un bureau voisin. Deux fois par mois, les deux hommes, secondés par leurs chefs de cabinet respectifs, font le point sur les missions en cours et l'avancée des négociations politiques autour de la "vision stratégique" du gouvernement (voir encadré).

Vêtu de son uniforme officiel brodé de quatre mollettes sur chaque épaule - il est le seul à partager cet honneur avec le roi des Belges -, l'ancien artilleur para-commando finit par arriver. Le général





*"Je ne peux refuser de mettre ma vie en péril. Aucun autre job ne comporte cette obligation."*

→ mais celle-ci est brutale. Certains militaires doivent travailler quatre ou cinq ans de plus que prévu. Or quand on connaît l'âge de sa pension, on crée des projets. Pour les jeunes, je n'ai aucune objection à les faire travailler plus longtemps. Mais il faut malgré tout tenir compte de la spécificité du job. D'abord, il doit être inscrit dans la liste des métiers pénibles sur laquelle travaille le gouvernement. Mais je suis intimement convaincu que le métier de militaire est plus particulier encore. Si demain on me demande de mettre ma vie en péril pour défendre la Belgique, même si je ne veux pas, je n'ai pas le droit de refuser. Ce serait illégal. Aucun autre job n'est soumis à cette obligation.

**Cette réforme devrait coûter 3 milliards d'euros. Le gouvernement prévoit 9,2 milliards d'investissement d'ici 2030. Il ne vous en reste donc déjà plus que 6...**

**Ce n'est pas parce qu'on n'est plus capable de mener un vrai combat que l'armée belge n'a plus de sens.**

On ne sait pas encore si ces 3 milliards seront compris dans les 9,2 ou s'ils viendront d'ailleurs. Mais il va effectivement falloir payer le salaire de ces travailleurs plus âgés. Mais ce qui m'inquiète le plus, c'est que l'armée prend de l'âge. Or avec l'âge, les militaires perdent certaines de leurs capacités cognitives, visuelles et physiques. Globalement, l'armée risque d'être moins performante qu'aujourd'hui. C'est un fait. Pour autant, les exigences ne changeront pas. Par exemple, si un militaire n'est plus capable de piloter avec 100 % de ses capacités, il lui sera interdit de le faire.

**Le gouvernement prévoit aussi une diminution de 5.000 militaires d'ici 2030.**

L'outsourcing pourrait être la solution. Le gouvernement entend confier certaines tâches, comme la cuisine, l'entretien des locaux, le gardiennage des bâtiments militaires, etc. à des civils, via d'autres services publics ou des sociétés privées. Cela nous permettrait de valoriser nos hommes dans des fonctions purement militaires. Notre force opérationnelle resterait donc à 25.000 personnes comme aujourd'hui, malgré la suppression de 5.000 postes. Il faut bien sûr y penser de façon intelligente, car nous devons conserver certains cuisiniers et autres au sein de l'armée afin d'accompagner les hommes en mission à l'étranger.

**Aujourd'hui, 1.250 jeunes militaires passent leurs journées dans les rues dans le cadre de**

### **l'opération Homeland, prolongée jusqu'au 2 mars. Est-elle encore utile?**

Les militaires en rue rassurent les gens. La preuve: le taux d'opinion favorable de la population envers l'armée se rapproche des 90 %. Ils contribuent aussi certainement à la sécurité.

### **Sauf que vous n'avez pas l'air convaincu...**

Personnellement, je trouve que ce n'est pas la finalité de la Défense. La sécurité interne d'un pays est un problème des services de police. La Défense peut bien sûr venir en renfort dans les moments de menace extrême. Mais on ne doit pas faire ça ad vitam aeternam. Nous devons cependant obéir au gouvernement... À moins que le niveau de menace baisse, nous resterons donc dans les rues jusqu'à la création du Corps de sécurité censé être opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Bref, dans le meilleur des cas, l'opération Homeland s'arrête en mars. Elle aura donc duré deux ans. Dans le pire, encore au moins 10 mois de plus...

### **Ces militaires ont-ils encore le temps de s'entraîner?**

Ils s'entraînent quand c'est possible, mais l'entraînement n'est pas optimal. On est en train de perdre une génération. Certains militaires n'ont jamais effectué des tâches et des missions du niveau qu'on leur demande normalement d'avoir. Il faudra remettre leur formation à jour quand on aura plus de temps.

### **Même lors des rares entraînements, des militaires disent s'ennuyer à cause du manque de matériel. C'est une réalité?**

Le matériel n'est pas vétuste. Il a été remplacé avec André Flahaut au début des années 2000. En âge militaire, c'est encore assez jeune. À l'exception des avions C-130 qui sont vieillissants, mais leur remplacement est prévu pour 2019. Par contre, ce qui est vrai, c'est qu'on manque cruellement de matériel! Cela résulte de choix politiques. Depuis les années 90, les gouvernements successifs ont estimé que la Belgique ne connaîtrait plus de période de guerre. Du coup, ils ont réduit l'achat de matériel. Prenons un exemple. La Belgique possède deux bataillons d'artillerie. Dans le temps, chacun possédait 40 camions de transport. Les politiques ont décidé de remplacer les 80 camions par 50 au total. Le raisonnement était le suivant: les deux bataillons ne seront plus jamais amenés à partir en mission en même temps. Celui qui partira pourra dès lors emprunter la totalité des camions. Résultat: aujourd'hui, le matériel est réparti entre plu-

## **Les jeunes sont parfois déçus que ce ne soit pas tous les jours Top Gun. Alors ils partent.**

sieurs sections et, en plus du manque, c'est un calvaire pour le rassembler à un endroit donné.

### **Si un conflit éclatait, on ne serait plus en mesure de nous défendre?**

Seuls, non. Le gouvernement a aussi souhaité se débarrasser de nos chars, par exemple. Mais ce n'est pas parce qu'on n'est pas capable de mener un vrai combat que l'armée belge n'a plus de sens. La priorité politique est mise sur la sécurité collective. C'est-à-dire sur des opérations visant à stabiliser les conflits autour de nous. La sécurité du pays commence en effet en dehors de nos frontières. C'est typiquement ce qu'on fait au Mali, au Congo, en Irak et en Afghanistan.

**Manque de matériel, réforme des pensions, mission Homeland..., les militaires semblent complètement démotivés. Selon le minis- →**

## **PLAN DE SAUVETAGE**

**L**e budget octroyé à la Défense n'a jamais été aussi bas. D'après les études de Wally Struys, économiste de la Défense, il ne représente que 0,87 % du PIB alors que la moyenne européenne est de 1,49 %. Le climat terroriste, mais aussi l'instabilité des grandes puissances mondiales (la Russie, la Chine et les États-Unis, notamment) poussent cependant le gouvernement à réinvestir dans l'armée. C'est pourquoi, l'été dernier, le ministre de la Défense Steven Vandeput a présenté sa "vision stratégique" à l'horizon 2030. Ce dernier prévoit la réduction du personnel de l'armée de 30.000 à 25.000 militaires. Mais aussi la fermeture de certaines casernes. Mais le gouvernement promet également 9,2 milliards d'euros d'investissement. Cette somme devrait servir, notamment, au remplacement des avions de chasse F-16 qui n'aura probablement pas lieu avant la prochaine législature, à l'achat de drones ou de chasseurs de mines... Ce montant pourrait également comprendre les 3 milliards nécessaires pour financer l'allongement de la carrière des militaires jusqu'à 63 ans. Une vision réaliste? L'économiste se demande où le gouvernement va trouver une telle somme... Le Conseil d'État, quant à lui, vient de rappeler que rien n'obligeait ce gouvernement, ni les suivants d'ailleurs, à la respecter.

→ **tre, un jeune sur trois quitte l'armée dans les deux premières années. Les syndicats parlent de 60 % dans les six premiers mois...**

Ces chiffres me paraissent énormes. Mais il est vrai que certains quittent l'armée. Je crois qu'il y a un problème d'information sur la vie militaire qui crée des déceptions chez ceux qui ont soif d'aventure. Contrairement aux clichés, ce n'est pas tous les jours *Top Gun*.

**Pourra-t-on assumer les missions prévues en 2017 sans mettre les militaires en danger?**

Oui, le gouvernement a choisi les missions de façon réaliste, en tenant compte du matériel disponible et de l'entraînement des hommes. C'est pourquoi, par manque de moyens, nous ne poursuivrons pas la mission des F-16 en Irak au second semestre. Le risque est de voir le nombre de missions diminuer au fil des années. Mais au moindre risque pour mes hommes, je n'hésiterai pas à dire au gouvernement: désolé on ne peut pas partir, malgré la décision du Conseil des ministres et ses engagements auprès de ses partenaires sur la scène internationale. ✱

## Désertions en masse

**Manque de matériel, ennui, désillusion..., les soldats n'en peuvent plus.**

**S**elon le ministre de la Défense Steven Vandeput, un jeune sur trois abandonnerait sa carrière militaire au cours des deux premières années. Selon le secrétaire permanent de la CGSP-Défense Patrick Descy, ils seraient moins de 60 % dans les six premiers mois. En cause, le manque de budget. Par peur de se faire inquiéter par leur hiérarchie, les soldats que nous avons rencontrés préfèrent garder leur anonymat, d'où l'emploi de prénoms d'emprunt.

Arthur, 27 ans, travaille dans une caserne de la province de Luxembourg. Il hésite lui aussi à lâcher l'uniforme. *"Je dois passer certains week-ends à la caserne. Sans aucune tâche à accomplir. Vu le manque d'équipement, je n'ai pas la possibilité de m'entraîner. Bref, je reste dans ma chambre."* Didier, 23 ans, un de ses collègues liégeois, poursuit: *"Mes supérieurs me demandent régulièrement de bouger des camions d'une caserne à une autre. Je me demande si ces tâches ne servent pas uniquement à m'occuper puisque je ne vois jamais ces camions utilisés..."* Selon Patrick Descy, qui confirme ces déclarations, les difficultés budgétaires ont aussi un impact sur la réputation de la Belgique. *"Pour la mission Homeland, l'armée belge a dû emprunter des gilets pare-balles et des matraques télescopiques à l'armée américaine. La hiérarchie*



Bruxelles, le 23 mars, au lendemain des attentats.

*envoie en fait notre matériel à l'étranger pour accompagner nos militaires en mission afin de ne pas paraître ridicules. Du coup, chez nous, il ne reste plus rien. Il est arrivé que des militaires soient amenés à utiliser des balles à blanc et à faire "panpan" pendant leurs entraînements."* Quant aux 1.250 militaires patrouillant dans les rues pour la mission Homeland... *"Je ne me suis pas engagé pour faire le piquet. J'ai l'impression de perdre mon temps et mon énergie."* Mais c'est l'annonce du rallongement de l'âge de la pension qui a donné le coup fatal sur le moral des militaires. *"Avant, seuls les jeunes étaient frustrés. Maintenant, les plus anciens le*

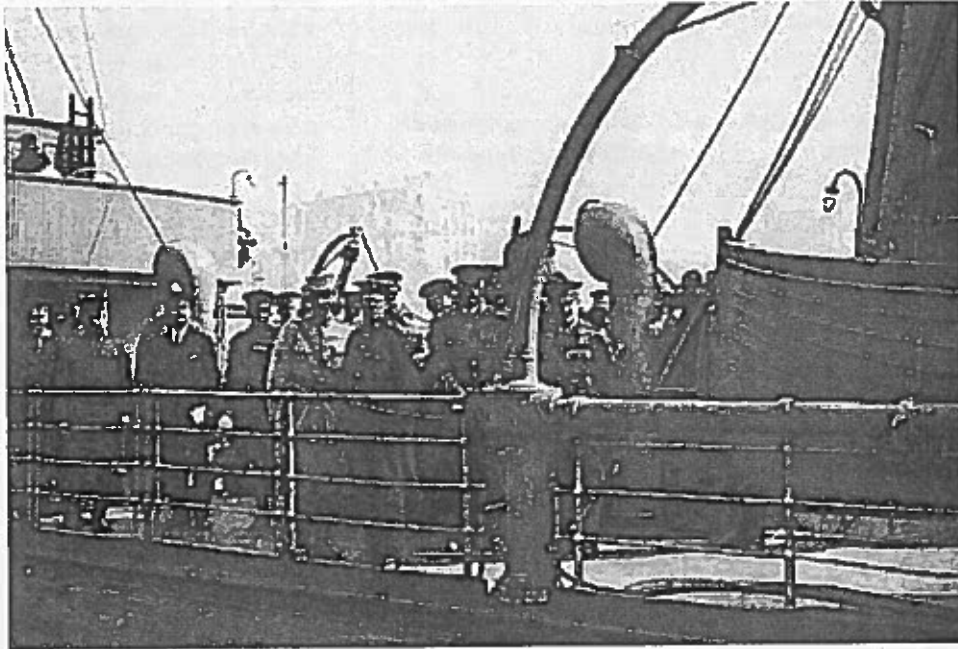
*sont aussi. Alors ils disent aux jeunes de partir. Que l'armée n'est plus le bon endroit pour faire une carrière",* termine le syndicaliste.

Ancien ministre de la Défense, André Flahaut n'est pas plus rassurant: *"Quand j'étais ministre, nous avons changé la structure, fait des économies sans pénaliser le personnel, modernisé l'équipement et nous étions capables de répondre aux demandes de nos alliés en partant en opération à l'étranger. Nous étions capables de solidarité. Steven Vandeput a indiqué que nos F-16 belges ne poursuivront pas leur mission contre le groupe terroriste Daesh en Irak et en Syrie, faute de budget... Aujourd'hui, le socle de notre réforme est encore là, mais plus le temps passe, plus les mesures prises le démantèlent. On s'oriente actuellement vers une privatisation des tâches. Et quand un État privatise ses tâches régaliennes, ça devient inquiétant. D'autant plus que cela se fait au mépris du personnel, avec brutalité, sans la moindre concertation au moment même où on lui en demande de plus en plus."*

**"Tout le matériel est pour les missions à l'étranger. Nous, on tire à blanc et on fait "panpan" pendant l'entraînement."**

## L'entrée en guerre des États-Unis en 1917

Lorsque la guerre éclate, le 3 août 1914, le Président des États-Unis, Woodrow Wilson, souhaite observer une stricte neutralité et maintenir l'unité nationale d'un pays dont un habitant sur quatre est né à l'étranger ou de parents originaires des deux blocs antagonistes. Mais les provocations allemandes au début de 1917 viennent à bout de l'espoir nourri par les Américains d'un rétablissement de la paix par la négociation.



Le 13 juin 1917, arrivée du général Pershing à Boulogne. Source : SHD

Sur le plan économique et financier, la neutralité américaine est théorique car plus la guerre devient longue et totale, plus les pays de l'Entente ont recours aux États-Unis pour s'approvisionner en énergie, matières premières, produits industriels et alimentaires (1) mais aussi pour emprunter (2).

Devenus les créanciers de la France et de la Grande-Bretagne, les États-Unis encouragent la victoire de l'Entente, sans pour cela se décider à entrer en guerre eux-mêmes. Wilson est ainsi réélu en 1916 notamment sur le thème de la non-intervention américaine : "He kept us out of war" sera le slogan populaire de la campagne. Les volontaires américains sont pourtant déjà présents sur le sol français. Certains sont engagés dans des formations combattantes comme la Légion étrangère ou l'escadrille La Fayette formée de pilotes souvent fortunés et aventureux qui ne manquent pas de susciter l'intérêt de leurs compatriotes. Intégrée en janvier 1918 à l'armée de l'Air américaine, cette escadrille comptait à ce jour 267 engagements dont 180 servirent au front et comptabilisèrent 199 victoires. D'autres se retrouvent dans des formations sanitaires, à l'image de l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine qui, dès les premiers jours du conflit, propose d'accueillir les blessés de guerre de toutes nationalités, organise une "Ambulance" (hôpital militaire) dans des locaux prêtés par le Service de santé de l'armée française, se charge du transport des blessés et offre des soins à l'avant-garde de la technique médicale de l'époque.



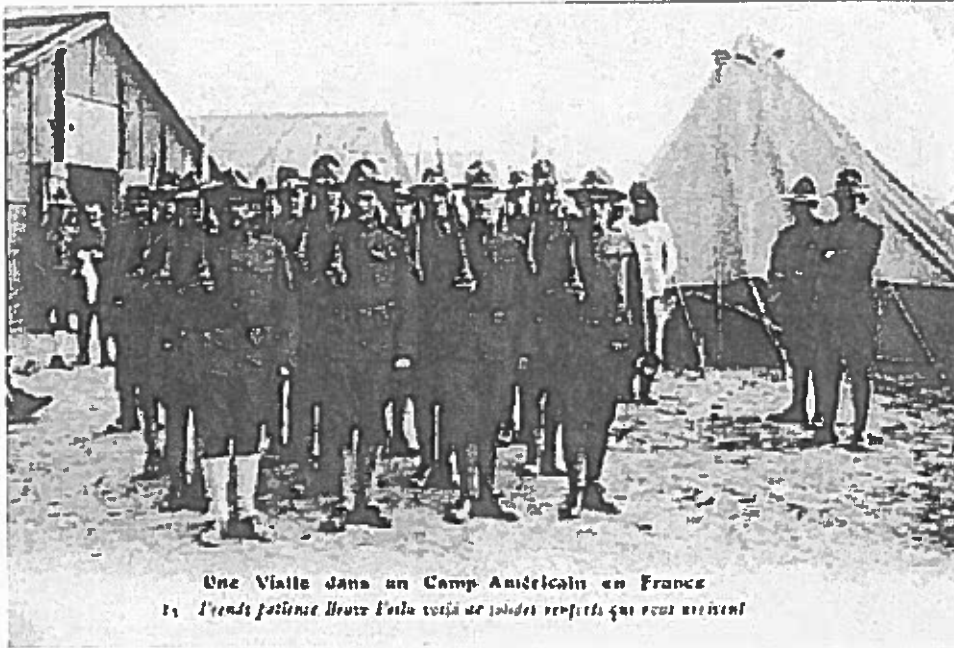
Accueil des américains à Briouilles-sur-Bar - Ardennes. Source : U.S. Army. Libre de droit

Le 16 janvier 1917, le secrétaire d'État allemand des affaires étrangères, Arthur Zimmermann, adresse un télégramme secret à l'ambassadeur allemand au Mexique dans lequel il lui suggère de préparer avec ce pays une alliance contre les États-Unis. En contrepartie, l'Allemagne lui promet une aide financière et la restitution du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona, perdus lors de la guerre de 1846-1848.

Intercepté par le Royaume-Uni et publié dans la presse américaine le 1er mars 1917, ce télégramme soulève une vive indignation de l'opinion publique. Le 31 janvier 1917, l'Allemagne décrète à nouveau "la guerre sous-marine à outrance", suspendue dix-huit mois plus tôt après le coulage du Lusitania et les menaces de représailles des États-Unis.

Le Kaiser veut entraver l'approvisionnement de la Grande-Bretagne et de la France pour les obliger à réclamer la paix. Désormais, les sous-marins allemands peuvent couler les cargos américains, même en dehors de la zone de guerre et bien qu'appartenant à un pays neutre. Véritable menace pour la flotte de commerce américaine, cette décision frappe toute l'économie du pays qui tourne alors à plein régime pour répondre à la forte demande de l'Entente.

Le 1er février 1917, Wilson rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne, espérant que cela suffira pour la faire renoncer à ses projets. Il n'en est rien. Le 13 mars, les navires marchands reçoivent l'autorisation de se munir de canons. Le 19, l'inévitable se produit : les Allemands coulent le *Vilientia*. Le 20, Wilson est résolu à l'intervention armée contre l'Allemagne et le 2 avril 1917, il demande au Sénat de voter la déclaration de guerre. Le 6 avril 1917, à 13 h 18, le Congrès vote la guerre par 373 voix contre 50. Le président Wilson proclame alors : "L'Amérique doit donner son sang pour les principes qui l'ont fait naître..."



Les États-Unis s'engagent donc dans la guerre pour faire respecter les règles du droit international, mais ils n'ont pas pour autant les moyens de la faire. Alors qu'ils comptent 103 millions d'habitants, ils ne disposent que d'une armée de métier aux effectifs réduits, à peine 200 000 hommes, dont les seules expériences du combat ont été acquises contre les Indiens, les rebelles philippins, les Espagnols de Cuba ou les hors-la-loi mexicains de Pancho Villa. Ces hommes ne semblent guère capables de soutenir un conflit lointain impliquant un engagement massif.

Cette armée ne possède que 285 000 fusils, 1 500 mitrailleuses, 550 canons, aucun tank et 55 avions surannés. Seule l'US Navy est moderne : 14 super cuirassés dreadnoughts, 250 destroyers, 36 sous-marins, un personnel qualifié dont 80 000 marins serviront en opération. Cette flotte, commandée par l'amiral Sims, va accomplir ses missions de convois de troupes vers l'Europe et de lutte anti-sous-marine avec succès.

Pour les Alliés, l'entrée en guerre des Américains arrive au bon moment : la chute du tsarisme et les incertitudes qui pèsent sur l'avenir d'une Russie en proie au désordre et à l'agitation révolutionnaire, le réveil des tensions sociales et la fin de l'Union sacrée, l'échec sanglant de l'offensive Nivelle dans le secteur du Chemin des Dames et les mutineries sur le front ont en effet de quoi inquiéter. L'annonce de l'intervention américaine vient à point nommé ranimer l'espoir des hommes et la certitude des gouvernants qu'avec le temps "on les aura". Prenant le commandement de l'armée française, saignée à blanc par les excès de la stratégie de l'offensive à tout prix suivie jusque-là, le général Pétain peut ainsi annoncer, au printemps 1917, qu'il "attend les Américains et les tanks". Une délégation française, la mission Joffre-Viviani du nom du vainqueur de la Marne et du vice-président du Conseil, est envoyée aux États-Unis du 24 avril au 15 mai, chargée de "conquérir" l'opinion publique et de fixer avec précision le concours militaire des États-Unis.



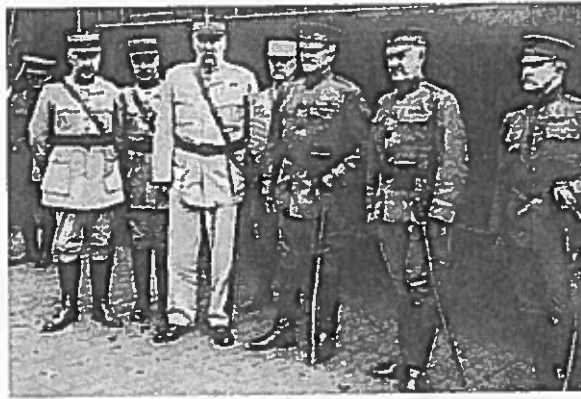
*Tanks Renault FT 17 en direction de Juvigny - Ardennes. Source : SHD*



*Premier mort américain sur le sol français. Source : SHD*

Voté le 18 mai 1917 malgré l'opposition de certains démocrates à cette "autre forme d'esclavage", le Selective Service Act institue la conscription de tous les citoyens de sexe masculin âgés de 21 à 30 ans. Il permet de porter les effectifs de l'armée de 200 000 hommes en février 1917 à quatre millions de soldats en novembre 1918. Joffre reçoit un accueil très favorable et signe avec ses homologues américains un accord portant sur les moyens et les procédures d'intervention : il admet la création, en France, d'une armée US comme une légitime manifestation d'orgueil patriotique mais réussit, en contrepartie, à obtenir l'envoi d'un corps expéditionnaire dès le mois de juin, la France lui fournissant les instructeurs, les canons, les avions et les tanks.

Le 13 juin 1917, 177 Américains, dont le général John Pershing, commandant en chef du corps expéditionnaire, et le lieutenant Patton, débarquent à Boulogne-sur-mer dans la liesse populaire. "Avec leurs uniformes de drap olive, leurs feutres à larges bords, leurs ceintures à pochettes multiples, cette allure de jeunes cow-boys de l'Ouest américain, ils apportaient une note de pittoresque inédit dans nos décors de guerre" relate le journal L'illustration. Pershing multiplie les rencontres et les présentations officielles durant les semaines qui suivent. Le 28 juin, il assiste, à Saint-Nazaire, à l'arrivée de la 1<sup>ère</sup> DIUS. Le 4 juillet, jour de la fête nationale américaine, il se recueille sur la tombe du marquis de La Fayette au cimetière de Picpus, à Paris. C'est à cette occasion que le colonel Stanton lance la phrase devenue célèbre : "La Fayette, nous voilà !" qui déchaîne l'enthousiasme de la foule massée aux abords du cimetière.

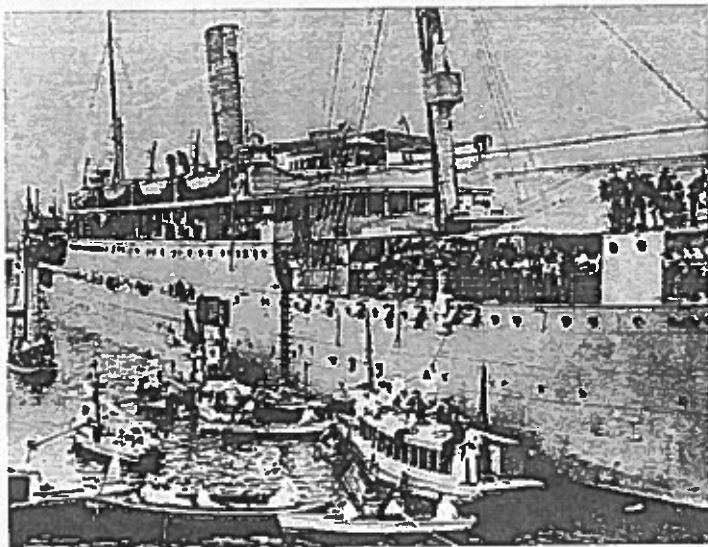


Arrivée du général Pershing à Paris. Source : SHD

Le 21 août, il inspecte avec Pétain la 1ère DIUS. Le 6 septembre, il est à Chaumont (Haute-Marne), son futur QG. Fin octobre, la division se voit attribuer un secteur proche de Toul et de Lunéville où les troupes subissent l'épreuve du feu et déplorent les premiers tués au combat.

Pour amener en moins de 18 mois plus de deux millions de soldats, des tonnes de matériels, de munitions, d'armes, de ravitaillement de toutes sortes, les Américains vont créer en France des camps, des ports et des gares. Le général Pershing choisit Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, comme base de débarquement. C'est là qu'arrivent, le 26 juin 1917, les premiers bâtiments d'un convoi parti de New York qui amène 14 750 hommes. Le 9 août, une deuxième base américaine est créée à Bassens en Gironde, puis en septembre, des travaux d'aménagement commencent à Pontanézen, près de Brest, pour la construction d'une véritable ville qui va accueillir 70 000 militaires américains en transit avant de monter au front. Pour chaque homme qui débarque, une tonne de matériel arrive également en France. À Bassens, les Américains créent un port artificiel capable de recevoir et de décharger vingt navires à la fois.

Bientôt, ils relient chacun de leurs ports et de leurs camps par des voies de chemin de fer qui vont jusqu'à Is-sur-Tille (Côte d'Or) en passant par Bourges et Tours. À Gièvres (Loir-et-Cher), une immense gare régulatrice est installée. Elle comprend deux gares de triage, avec 145 hectares de stockage, un dépôt pétrolier, une usine frigorifique, un arsenal pour les munitions, un atelier de 200 locomotives... En novembre 1918, le personnel américain du chemin de fer s'élève à plus de 30 400 agents pour un parc de 14 000 wagons et de 1 380 locomotives.



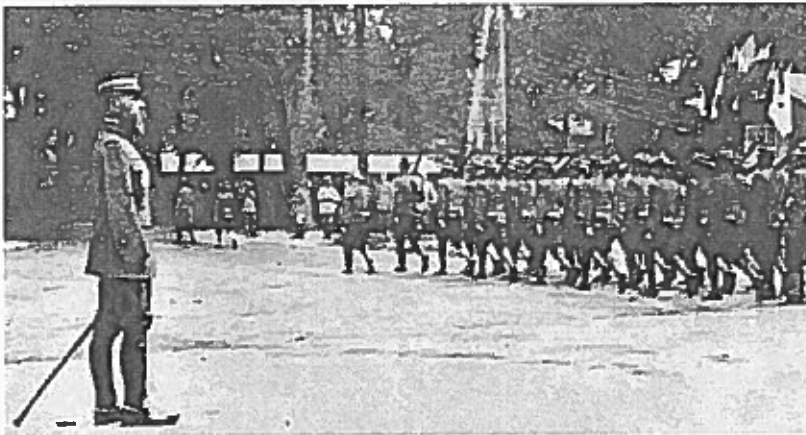
Embarquement dans un port américain de troupes envoyées en France. Source : SHD



Le rythme des débarquements de troupes s'accélère et de 78 000 Sammies présents au début du mois de novembre, le corps expéditionnaire américain compte près de 150 000 hommes sur le sol de France au 31 décembre. Un an plus tard, ils seront deux millions. L'année 1917 voit ainsi la mise en place de la machine de guerre des États-Unis qui, pour la première fois, intervient dans un conflit à l'échelle mondiale et s'imposent comme une grande puissance.

### Sammies, Doughboys et GI's

Les soldats américains qui débarquent sur le Vieux Continent en 1917 sont surnommés "Sammies", en référence à l'Oncle Sam, symbole de l'Amérique paternelle ; ou encore "Doughboys", une appellation qui remonte à la guerre de Sécession. Elle vient de ce que les vareuses des soldats de cette époque portaient des boutons assimilables à des beignets (en anglais "Doughnut"). Vingt-cinq ans plus tard, lors de la Seconde Guerre mondiale, s'imposera le nom de GI's pour désigner les fantassins américains, en référence à l'étiquette de leur uniforme : "Government Issue" (en français "Fourni par le Gouvernement").



Les "Sammies" passant de leur allure martiale devant le général Gouraud. Source : Le Miroir

### Les Indiens américains et les troupes noires américaines en France

Recensés et incorporés, 17 313 Indiens deviennent soldats des États-Unis d'Amérique en 1917 et 14 000 d'entre eux sont envoyés en Europe, sur le front occidental, non en unités constituées, mais plutôt à des postes spécifiques, tels que patrouilleurs dans l'infanterie ou transmetteurs du Signal Corps.



Sammies affectés à la construction de leurs baraquements. Source : US Army

Alors que les Indiens, qui n'ont pas la citoyenneté américaine, sont intégrés dans des unités blanches, les Noirs, citoyens américains, subissent la ségrégation et sont incorporés dans des régiments de Noirs, 370 000 citoyens noirs servent dans l'armée américaine pendant la Première Guerre mondiale dans l'espoir que leur participation au combat contribuera à la fin de la ségrégation raciale dans leur pays. Mais Pershing refuse toute intégration dans ses troupes et accepte de confier ces unités aux troupes françaises, l'équipement et l'armement du poilu remplaçant celui du Sammy. L'engagement des Indiens, héroïques puisque plusieurs d'entre eux reçoivent la Croix de Guerre, conduit à accorder enfin la citoyenneté américaine aux Natives dès 1919, même s'ils restent considérés comme des citoyens de seconde zone.

#### Les lieux de mémoire américains en France

Au cours de l'entre-deux guerres, le War Department réalise en France de vastes cimetières et d'impressionnants mémoriaux. L'entretien, la garde et la pérennité des nécropoles et des monuments fédéraux sont confiés à l'American Battle Monuments Commission, créée en 1923 et dont le premier président est le général Pershing. À proximité des lieux mêmes des combats ou des lieux de leur installation, les Américains érigent des monuments imposants, notamment la Colonne commémorative de Montfaucon et le Mémorial de Montsec dans la Meuse et la Colonne de Fismes dans la Marne. Beaucoup d'entre eux sont endommagés durant la Seconde Guerre mondiale et reconstruits par la suite. Sur le territoire français, six nécropoles recueillent les corps de 30 066 Américains dont 1 586 inconnus : Aisne-Marne à Belleau et Oise-Aisne à Fère-en-Tardenois (Aisne), Meuse-Argonne à Romagne-sous-Montfaucon (Meuse), Saint-Mihiel à Thiaucourt (Meurthe-et-Moselle), Somme à Bony (Somme). 1 541 Américains décédés à l'hôpital de Neuilly reposent dans la nécropole de Suresnes.

#### Notes :

(1) La part des USA dans les importations françaises passe de 10 % en 1913 avec 848 millions de francs à 30% en 1916 avec 6776 millions de francs.

(2) 2,3 milliards de dollars alors que les puissances centrales n'en emprunteront aux USA "que" 26 millions.

Source : Nadine Bonnefoi, Docteur en histoire. Revue "Les Chemins de la Mémoire n° 168" - janvier 2007 pour MINDEF/SGA/DMPA

# La révolution russe de 1917

## 1. La Russie, la guerre et la révolution

### 1.1. La stratégie révolutionnaire

La révolution de 1905 a clairement posé la question du pouvoir, mais les masses populaires mobilisées pour l'établissement des libertés ont été abandonnées par la bourgeoisie et écrasées.

Les mencheviks

Pour les mencheviks – strictement marxistes –, la Russie doit faire l'expérience d'un 1789 pour accéder à l'État capitaliste moderne, condition nécessaire au développement d'un prolétariat nombreux, qui prendra par la suite en charge la préparation de la révolution socialiste. Ils défendent l'idée de deux étapes du processus révolutionnaire

Les bolcheviks

Les bolcheviks tirent de l'échec de 1905 des conclusions opposées : pour Lénine, la bourgeoisie s'est montrée incapable de mener à bien la révolution démocratique bourgeoise ; c'est au prolétariat russe, avec l'appui de la paysannerie, de réaliser à la fois les tâches de l'étape démocratique et la transition vers le socialisme. La révolution socialiste peut sortir directement de l'accomplissement des tâches politiques démocratiques bourgeoises par la « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie ».

Trotski pense aussi que, « dans un pays économiquement arriéré, le prolétariat peut se trouver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé », mais il diverge d'avec Lénine et des bolcheviks sur le rôle de la paysannerie (moins important à ses yeux) et dénonce le maintien de deux étapes dans le cours de la révolution (théorie de la « révolution permanente »).

Mais les bolcheviks, théoriquement prêts pour la révolution, n'ont pas encore réellement tiré de 1905 les conséquences les plus importantes, celles qui portent sur la forme du pouvoir populaire. Lénine ne prendra conscience de l'importance des soviets – forme concrète de l'insurrection dès 1905 – qu'au début de 1917.

### 1.2. Du quasi Moyen Âge au capitalisme russe



La position des mencheviks, les hésitations des bolcheviks en 1917 s'expliquent par le caractère proprement médiéval de la situation politique en Russie à cette époque :

- dictature de la bureaucratie nobiliaire, de la police, de l'armée et de l'Église orthodoxe ;
- soumission de la famille impériale à l'influence d'un Raspoutine (soupçonné, avec la coterie influente dirigée par l'impératrice d'origine allemande, de préparer une paix séparée avec l'Allemagne et d'ouvrir sciemment le territoire à l'invasion ennemie) ;
- importance de la population rurale (85 % des Russes vivent à la campagne), qui ne possède collectivement, sous la forme archaïque de la propriété communautaire du sol, le mir, qu'une partie insuffisante de la terre ;
- mortalité infantile et famines ; arriération culturelle ; etc.

« Il n'y a nulle part en Europe un pays aussi sauvage », écrit Lénine.

Cependant, un système capitaliste se forme lentement. Depuis 1906 (réforme de Stolypine), une nouvelle catégorie de paysans propriétaires apparaît, les koulaks. Surtout l'industrie moderne (charbon, pétrole, métallurgie) s'est développée, plaçant la Russie au cinquième rang des nations industrielles dans le monde. Mais elle est entre les mains (à 85 % pour les mines, à 50 % pour la métallurgie) du capital étranger (français, allemand et belge). Il y a déjà 3,5 millions d'ouvriers, fortement concentrés (l'usine Poutilov, à Petrograd, compte 24 000 travailleurs).



Le paysan russe par rapport à la bourgeoisie, avant et après la révolution d'octobre 1917.  
Affiche réalisée par Dimitri Orloff, dit Moor.

### 1.3. La guerre engendre la révolution



L'Empire russe, en tentant d'échapper à ses contradictions par la guerre, ira à sa fin.

L'armée, essentiellement paysanne (9 soldats sur 10), subit de lourdes pertes (900 000 prisonniers en 1915). Elle coûte cher, ce qui déclenche l'inflation et la crise du ravitaillement dès la fin de 1915. Les armes manquent sur le front et les grèves sont nombreuses dans les villes. Même la bourgeoisie dénonce, par la bouche de l'industriel Pavel Pavlovitch Riabouchinski, « un gouvernement qui n'est pas à la hauteur ».

La majorité des mencheviks, suivant l'exemple des sociaux-démocrates occidentaux, soutient l'union sacrée des Russes dans l'effort de guerre. Lénine, au contraire, se fait l'apôtre du « défaitisme révolutionnaire », déclarant, dès novembre 1914, que « la transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste [...] ».

## 2. Février 1917

### 2.1. L'hiver 1916-1917



Rodolphe de Habsbourg

L'hiver 1916-1917 marque le sommet de la crise : le froid est intense et tout manque dans les villes ; les prix montent de 25 % en trois mois ; les grèves, très suivies en octobre (près de 200 000 grévistes), reprennent en janvier ; les désertions se multiplient au sein de l'armée.

La bourgeoisie se prépare à éliminer le tsar Nicolas II au profit de son frère Michel. Les ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne favorisent le complot. Raspoutine est assassiné le 31 décembre. Trois présidents du Conseil se succèdent en deux mois.

Le « bureau russe du Comité central » du parti bolchevik a été organisé en 1916. Sous la direction de A. G. Chliapnikov et de Molotov, il décide l'organisation d'une grève générale avec manifestation le 21 janvier 1917. Ce jour-là, le tiers des ouvriers de Petrograd (nom donné à Saint-Petersbourg depuis 1914) fait grève, mais les manifestations contre la guerre et la vie chère sont un échec.

La douma (l'assemblée législative) a été suspendue par le tsar jusqu'au 27 février. Les mencheviks, qui veulent unir ouvriers et bourgeois contre le tsarisme, décident une manifestation de soutien à la réouverture de la douma en exigeant la formation d'un gouvernement « de salut national ». Ce mot d'ordre, les bolcheviks le refusent ; ils appellent, pour leur part, à manifester le 26 sur leur propre programme. Les deux journées connaissent un succès relatif.

### Grèves et manifestations



Scènes de fraternisation entre ouvriers et soldats

Mais, le 1er mars, le pain est rationné. La ville ne dispose de réserves de farine que pour une dizaine de jours. À la suite d'une tentative de grève, l'usine Poutilov est fermée. Le 8 mars, à l'occasion de la journée internationale des femmes, grèves et manifestations pour le pain et la paix se multiplient dans les faubourgs ; les femmes y sont particulièrement actives. Le 9 mars, les manifestations reprennent ; les ouvriers se heurtent à la police, qui tire. Le 10 mars, les manifestants s'arment en pillant les commissariats. Le tsar et l'état-major envoient vers Petrograd des troupes sûres. Tandis que les manifestants, découragés, s'en retournent chez eux, le gouvernement triomphe, proclame l'état de siège, ordonne le renvoi de la douma, sans tenir compte de l'appel que son président,

Mikhaïl Rodzianko, avait, la veille, adressé au tsar, le suppliant de nommer un « gouvernement de confiance ».

### **Ralliement partiel de l'armée**

À ce moment, aucun des partis révolutionnaires – ni les bolcheviks, ni les mencheviks, ni les socialistes-révolutionnaires – n'est prêt à prendre la moindre initiative. Mais le 12 mars, deux régiments se joignent aux ouvriers du faubourg de Vyborg. Le ralliement d'une partie de l'armée est essentiel : il permet l'armement des ouvriers (40 000 fusils sont pris à l'arsenal). La ville est aux mains des insurgés. Le tsar ayant dissous la douma le 11 mars, celle-ci élit un comité provisoire pour le rétablissement de l'ordre.

Cependant, comme en 1905, se constitue un soviet de Petrograd, formé par les mencheviks, sur la base d'un représentant pour 1 000 ouvriers. Les bolcheviks s'y rallient. Le soviet désigne un comité exécutif provisoire, qui comprend le travailliste Aleksandr Kerenski, des mencheviks et des bolcheviks. Le soviet reconnaît la légitimité du gouvernement ; cette reconnaissance est cependant assortie d'une condition : il ne soutient le gouvernement que dans la mesure où celui-ci applique un programme démocratique qui aura son accord. Ce compromis marque la naissance d'un double pouvoir, la coexistence, émaillée de conflits, de deux conceptions différentes de la légitimité et de l'avenir de la société russe.

### **2.2. Fin de la monarchie tsariste et premier gouvernement provisoire**



Nicolas II

Une commission pour le ravitaillement est créée, les détenus sont libérés et les bâtiments officiels (dont le palais d'Hiver) sont occupés. On lève une milice ouvrière. Le 14 mars, des soviets se créent à Moscou et en province. Le tsar abdique le 15 mars en faveur de son frère le grand-duc Michel, mais ce dernier renonce au trône. C'est la fin de la monarchie tsariste.

Le même jour, les députés modérés de la douma forment un gouvernement provisoire, présidé par le prince Gueorgui Lvov, entouré d'une majorité de représentants éminents du parti constitutionnel-

démocrate ou KD (Pavel Milioukov, ministre des Affaires étrangères, Nikolaï Nekrassov, ministre des Transports, Andreï Chingarev, ministre de l'Agriculture) et du parti octobriste qui regroupait l'aile droite du mouvement libéral (Aleksandr Goutchkov, ministre de la Guerre et de la Marine). Kerenski, vice-président du soviet de Petrograd, principal artisan du compromis entre ce dernier et le comité de la douma, est ministre de la Justice. Nicolas II et sa famille sont arrêtés quelques jours plus tard et placés en résidence surveillée.

Le gouvernement provisoire établit les libertés démocratiques. Les ouvriers ont joué avec les paysans-soldats un rôle décisif, mais leur expression politique reste hésitante, même au soviet. La bourgeoisie a, apparemment, pris le pouvoir.

### 3. Février-octobre

#### 3.1. Le double pouvoir



Le palais d'hiver, Petrograd

Le soviet de Petrograd avait lancé au début de mars le célèbre « prikaz n° 1 », arrêt qui plaçait les unités militaires sous son contrôle et sous celui des comités de soldats. Dès le 19 mars, le gouvernement provisoire, au contraire, rappelle aux soldats qu'ils doivent obéissance aux officiers. Le prikaz n° 1 est annulé. Il y a en fait deux pouvoirs, en raison non pas de l'opposition du soviet au gouvernement – la majorité menchevik le soutient –, mais de l'existence, à côté du pouvoir bourgeois, d'un embryon de pouvoir populaire.



La position des bolcheviks eux-mêmes n'est pas nette : après une première dénonciation du gouvernement, le comité de Petrograd décide de le soutenir « tant que ses actes correspondent aux intérêts du prolétariat ».

Le retour des dirigeants déportés – Kamenev et Staline – entraîne un alignement sur les positions mencheviks quant à la poursuite de la guerre. Le soviet de Pétrograd a adopté, le 14 mars, un texte (Appel aux peuples du monde entier) où l'utopie pacifiste côtoie le « défensisme révolutionnaire ». En effet, il appelle les peuples à « mener un combat décisif contre les ambitions annexionnistes des gouvernements de tous les pays en guerre [...] pour imposer une paix sans annexions ni contributions ». Mais il affirme, en même temps, que « la Russie continuera la guerre, préservant la combativité de l'armée pour des opérations actives ». Une conférence bolchevik adopte cette position.

### **3.2. Les « Lettres de loin » de Lénine**

Lénine, cependant, adresse de Zurich quatre « Lettres de loin » à la Pravda pour lutter contre ces tendances conciliatrices.

Dans ses Lettres, il exige de tenir le parti bolchevique en dehors de toute coalition et demande la rupture immédiate entre le soviet et le gouvernement ; ainsi, il souhaite passer à la préparation active de la « phase suivante, prolétarienne », de la révolution. Lénine écrit : « La deuxième révolution [...] doit faire passer le pouvoir des mains des grands propriétaires et des capitalistes [...] dans celles des ouvriers et des paysans. » La Pravda n'ose publier que la première de ces lettres.

Décidé à rentrer en Russie, Lénine accepte l'accord conclu par le social-démocrate suisse Platten avec les autorités allemandes, qui, connaissant bien la stratégie politique des bolcheviks, comptaient sur la force de déstabilisation du discours socialiste auprès d'une population russe déjà hostile à la poursuite de la guerre.

Avec un groupe de révolutionnaires, Lénine quitte Zurich le 28 mars pour traverser l'Allemagne, dans un wagon blindé bénéficiant du statut d'exterritorialité, et gagne la Suède, puis Petrograd. Accueilli par le soviet de Petrograd, il prend le contre-pied des officiels et salue « l'avant-garde prolétarienne mondiale ».

### **3.3. Les Thèses d'avril**

Reprenant les thèmes des Lettres de loin, ces thèses célèbres ont été présentées par Lénine à la mi-avril 1917 devant le groupe bolchevik du congrès panrusse des soviets. Leur contenu divise les bolcheviks. Les « vieux bolcheviks » (Kamenev, Alekseï Ivanovitch Rykov [1881-1938]) s'opposent aux thèses de Lénine et affirment : « Devant nous, il y a de gigantesques tâches révolutionnaires, mais leur réalisation ne nous entraînera pas au-delà du système bourgeois. »

Kamenev – avec la majorité des dirigeants bolcheviks – n'acceptera une publication des thèses d'avril que sous forme d'article personnel de Lénine dans la Pravda. Elles sont l'affirmation première du programme révolutionnaire d'Octobre :

– 1<sup>re</sup> thèse : Aucune concession à la politique de défense nationale.

– 2e thèse : « Le trait distinctif de la situation actuelle en Russie consiste en la transition de la première étape de la révolution, qui remet le pouvoir à la bourgeoisie [...], à sa seconde étape, qui remettra le pouvoir aux mains du prolétariat et des couches les plus pauvres de la paysannerie. »

– 3e thèse : Pas de soutien au gouvernement provisoire.

– 4e thèse : Les bolcheviks sont encore une infime minorité.

– 5e thèse : La tâche des bolcheviks est d'expliquer aux masses que « le soviet des députés ouvriers est la seule forme possible du gouvernement révolutionnaire ».

Et Lénine ajoute : « Nous ne voulons pas que les masses nous croient sur parole. Nous ne sommes pas des charlatans. Nous voulons que les masses se détachent par expérience de leur erreur. ».

La suppression des corps de l'État (armée, police, bureaucrates...) découle du pouvoir des soviets. Les fonctionnaires élus et révocables reçoivent un salaire d'ouvrier.

– 6e thèse : Nationalisation des terres, remises aux soviets.

– 7e thèse : Nationalisation des banques.

– 8e thèse : Contrôle des soviets sur la production et la distribution.

– 9e thèse : Changement du terme de social-démocrate en celui de communiste.

– 10e thèse : Création d'une Internationale révolutionnaire.

Accueillies avec scepticisme, les thèses de Lénine vont pourtant progresser, avec le ralliement progressif de bolcheviks revenus d'exil (Zinoviev, Aleksandra Kollontāi) ou de « minoritaires » de Petrograd (Staline, Chliapnikov). Mais c'est la crise d'avril, qui divise le gouvernement provisoire et le soviet sur la question essentielle de la guerre, qui contribuera à faire triompher la position léniniste au sein du parti bolchevique et qui entraînera ce dernier à la conquête des soviets.

### 3.4. La conquête des soviets

#### Le problème de la guerre



Propagande révolutionnaire

Pour le gouvernement, seule une victoire réussirait à amarrer solidement le nouveau régime aux démocraties occidentales, à consolider la cohésion de la société, et, peut-être, à mettre fin à la révolution.

Le 1er mai, Pavel Milioukov, ministre des Affaires étrangères, proclame son intention de poursuivre la guerre jusqu'à « une fin victorieuse ». Les 3 et 4 mai, des manifestations marquent l'opposition populaire à cette décision. Pour la première fois, certains manifestants scandent des mots d'ordre bolcheviques : « Démission du gouvernement, tout le pouvoir aux soviets ! » Des heurts violents opposent les bolcheviks à des contre-manifestants (élèves officiers, jeunes bourgeois et notables des beaux quartiers) qui dressent un tribunal pour juger « les espions allemands et Lénine ». Un vent de guerre civile passe sur Petrograd. Mais, le gouvernement ayant publiquement annoncé que la Russie n'envisageait aucune annexion, la crise semble, au soir du 3 mai, désamorcée.

### **Second gouvernement provisoire**

Le gouvernement, remanié pour éliminer Milioukov, comprend des mencheviks et des sociaux-révolutionnaires, que rien ne sépare. Ce gouvernement de coalition ressemble fort à un marché de dupes. Les modérés pour leur part entendent bien lier les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires par leur participation aux responsabilités gouvernementales et à la conduite de la guerre, tout en utilisant leur influence conciliatrice sur les masses ; les socialistes, eux, espèrent obtenir des réformes et l'arrêt des hostilités, tout en déjouant les projets contre-révolutionnaires.

Dans ce deuxième gouvernement provisoire, laborieusement constitué, le 5 mai, après des semaines de tractations, les modérés du parti constitutionnel-démocrate conservent la présidence (qui revient au prince Lvov) et sept portefeuilles, tandis que les socialistes en obtiennent six. Par leur stature politique, trois socialistes, membres éminents du soviet – un menchevik (Tseretheli, ministre des Postes et principal théoricien du défensisme révolutionnaire) et deux socialistes-révolutionnaires (Tchernov, ministre de l'Agriculture, et Kerenski, ministre de la Guerre et de la Marine) –, dominent le nouveau cabinet.

### **L'exacerbation des tensions sociales**

L'entrée massive de ministres socialistes au gouvernement remet en cause le principe même du double pouvoir. Les lignes de clivage ne passent plus, comme aux premiers temps de la révolution, entre le soviet et le gouvernement. Au moment où la conciliation l'emporte au sommet de l'État, les tensions sociales et nationales s'exacerbent.

Bolcheviks critiquant toute « collaboration de classes », ouvriers rassemblés dans leurs comités d'usine, paysans s'emparant des terres seigneuriales sans attendre la réunion de la Constituante, patrons décidés à résister à la pression ouvrière, populations allogènes manifestant leur volonté d'indépendance – tous sont déterminés à agir, sans tenir compte des appels à la modération des conciliateurs au pouvoir. Isolés, ces derniers demandent du temps pour réussir.

Le 7 mai se réunit la conférence panrusse du parti bolchevik, qui adopte, en dépit d'une forte opposition, les thèses de Lénine. Trotski et ses amis vont rejoindre le parti bolchevik sur ces nouvelles bases.

Tandis que les tensions et les difficultés s'accroissent, les bolcheviks accentuent leur pression, encouragent la radicalisation ouvrière, entrent en force dans les comités d'usine de Petrograd. Minoritaires dans les syndicats et les soviets, ils acquièrent la majorité, en mai, à la Conférence des comités d'usine de Petrograd, en développant l'idée du « contrôle ouvrier ». Lénine, avec l'aide de Trotski, travaille à mettre sur pied le parti révolutionnaire qui sera l'instrument de la prise du pouvoir.



Propagande révolutionnaire

### La prise par la force du pouvoir par les soviets

Pour que la dualité persistante du pouvoir profite aux révolutionnaires, il importe, pense Lénine, de détacher les soviets du gouvernement et donc, pour les bolcheviks, d'y conquérir la majorité. Il s'agit que le prolétariat cesse de brider volontairement son pouvoir ; le changement de majorité au sein des soviets, condition de la prise du pouvoir, doit se faire pacifiquement, mais doit aboutir à la prise par la force de tout le pouvoir par les soviets.

C'est uniquement pour la première étape que Lénine envisage un cours pacifique – depuis largement réinterprété comme « passage pacifique au socialisme ». Un programme, adopté au début de mai, « le pain, la terre et la paix », et un moyen d'action, les soviets : les bolcheviks sont dès lors en mesure de revendiquer le pouvoir. C'est ce que fait Lénine, à la surprise générale, dès l'ouverture du premier congrès panrusse des soviets, le 16 juin.

Alors que les bolcheviks sont encore très minoritaires (une centaine sur plus de huit cents délégués), ils prennent l'offensive, exigeant que le Congrès se transforme en Convention révolutionnaire et assume la totalité du pouvoir. Tseretheli ayant affirmé qu'il n'existait

aucune force qui pût supplanter le gouvernement, il s'attire une repartie restée fameuse de Lénine : « Un tel parti existe. Aucun parti n'a le droit de refuser le pouvoir et notre parti ne le refuse pas. Il est prêt à tout moment à prendre le pouvoir entre ses mains. »

### 3.5. Juillet-octobre



Aleksandr Federovitch Kerenski

Kerenski ayant décidé une offensive sur le front pour le 1er juillet, le congrès des soviets, encore dominé par les mencheviks, décide pour le même jour une manifestation à Petrograd de soutien à la coalition gouvernementale, mais la majorité des manifestants scandent les mots d'ordre bolcheviks. Pour la première fois, la rue appartient aux bolcheviks. Cet événement marque la scission définitive du camp socialiste russe.

#### L'insurrection de Kronchtadt

Le problème de la guerre est le catalyseur des journées révolutionnaires des 3 et 4 juillet, moment clé du processus de 1917. Le 2 est parvenue la nouvelle de l'échec de l'offensive Broussilov qui plie face à la contre-offensive allemande ; un certain nombre de régiments de Petrograd, favorables aux bolcheviks et qui craignent d'être envoyés sur le front, décident de préparer une insurrection.

Débordée, la direction du parti bolchevique laisse se développer des manifestations qui dégénèrent lorsque soldats, marins de Kronchtadt et militants ouvriers se portent vers le palais de Tauride (siège du gouvernement provisoire) pour demander – en vain – au soviet d'assurer le pouvoir.

Le gouvernement fait appel aux cosaques et à des troupes ramenées du front. Dans la ville en état de siège, l'armée disperse les manifestants. Ces journées de juillet, qui se soldent par une cinquantaine de morts, entraînent l'arrestation de nombreux dirigeants bolcheviques (Trotski, Kamenev). Quant à Lénine, il se cache avec Zinoviev en Finlande, où il écrit l'État et la révolution.

#### Gouvernement de salut révolutionnaire

Kerenski devient président du Conseil. Il forme un « gouvernement de salut révolutionnaire », où les constitutionnels-démocrates, revenus en force, et les socialistes modérés (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) cohabitent tant bien que mal, unis par leur haine et leur peur des bolcheviks.

Depuis les journées de juillet, le climat politique a fortement changé.

Désormais, les groupes de pression conservateurs – la Société pour la renaissance économique de la Russie, regroupant grands industriels et banquiers proches du parti constitutionnel-démocrate, l'Union des grands propriétaires ou l'Union des officiers de l'armée et de la flotte – occupent le premier rang dans les allées du pouvoir.

Le VI<sup>e</sup> Congrès du parti bolchevik s'ouvre cependant le 8 août. Le Comité central, élu alors et qui représente 240 000 militants, comprend Lénine, Trotski, Zinoviev, Kamenev... Il va préparer l'insurrection, puisque la voie pacifique est désormais bouchée.

### **Tentative de putsch du général Kornilov**

Au début de septembre se produit la tentative de putsch du général Lavr Korlinov.

De tous les généraux de l'Ancien régime, ce fils de paysans cosaques était le seul à tenir des propos républicains et à se déclarer favorable à une certaine démocratisation de l'armée. Parallèlement, il avait remis de l'ordre parmi les troupes, interdisant les réunions alors qu'il commandait le front sud-ouest, et faisant fusiller les déserteurs. Face à la faiblesse du gouvernement civil, Kornilov apparaît rapidement comme l'homme du recours pour le haut commandement, les milieux patronaux, voire les Alliés, d'autant plus inquiets du chaos qui gagne la Russie que les thèses pacifistes progressent au sein de leurs propres troupes.

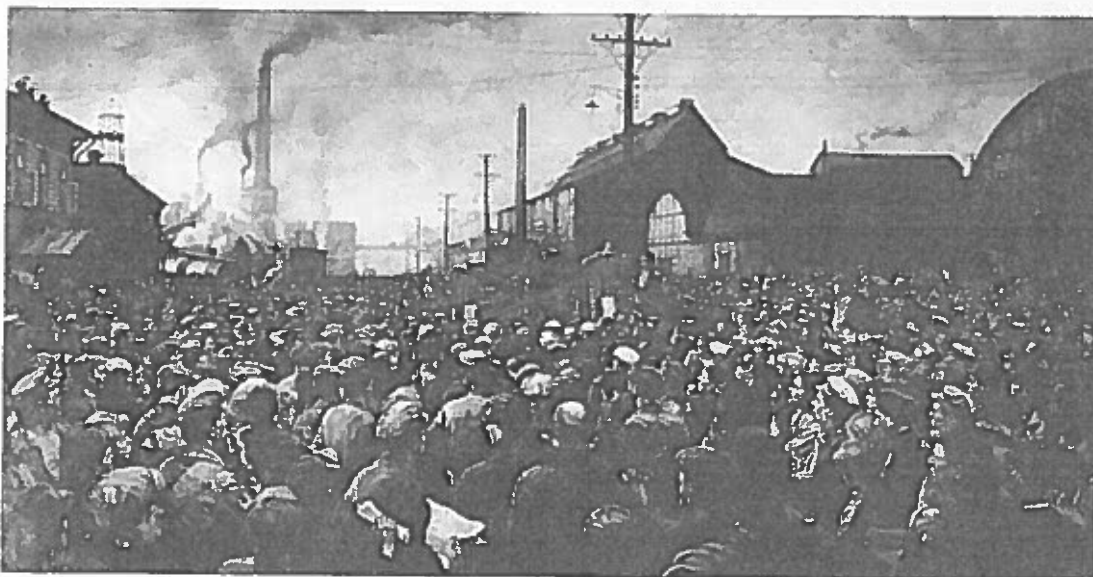
La conférence d'État consultative – sorte d'« états généraux » qui réunissent à Moscou, du 12 au 20 août, des représentants du patronat, des syndicats, des groupes professionnels, du corps des officiers, des Églises et des partis politiques (bolcheviks exceptés) – tourne à l'affrontement entre Kerenski et Kornilov, accueilli par les vivats des conservateurs. Fermement soutenu par les constitutionnels-démocrates, Kornilov expose son programme pour sortir la Russie de la crise : dissolution de tous les comités révolutionnaires, fin de toute intervention de l'État dans les domaines économique et social, militarisation des chemins de fer et des usines d'armement, rétablissement de la peine de mort à l'arrière... Dès ce moment se dessine la perspective d'un coup d'État militaire.

Appuyé par le corps des officiers et par les conservateurs, Kornilov exige, le 26 août, un remaniement ministériel. Tandis que les ministres KD démissionnent, Kerenski, lâché, démet le généralissime Kornilov de ses fonctions. Mais celui-ci, qui avait déjà fixé au 27 août la date de son coup d'État, fait avancer ses troupes sur Petrograd. Dans l'épreuve de force qui s'engage, les bolcheviks manifestent bientôt leur « solidarité révolutionnaire » envers le gouvernement.

Dénonçant le putsch, les bolcheviks créent un réseau de « comités de guerre révolutionnaires » pour organiser la résistance. Leur expérience de la clandestinité fait ses preuves. Par la désorganisation des transports et la propagande auprès des troupes de Kornilov, ils enrayent l'avance du généralissime, tandis qu'à Petrograd, où Kerenski a reçu l'appui du soviets, la ville est mise en état de défense. Ses dirigeants libérés, le parti bolchevique fait une rentrée spectaculaire sur la scène politique.

Le soulèvement armé dans Petrograd, sur lequel comptait Kornilov, n'a pas lieu ; ses troupes piétinent, démoralisées, à proximité de la capitale, face à celles restées fidèles au gouvernement. En deux jours, le putsch est réduit à rien et le général Kornilov est arrêté. « Sans le putsch de Kornilov, dira plus tard Kerenski, il n'y aurait pas eu Lénine. »

## Montée de l'agitation sociale



Lénine à Petrograd

Quoi qu'il en soit, sur le plan politique, l'échec du putsch renverse la situation d'autant plus que la situation du pays se dégrade de plus en plus.

Les troubles sociaux montent d'abord dans les campagnes : du 1er septembre au 20 octobre, il est resté trace de 5 140 « violations de l'ordre », chiffre sans doute bien inférieur à la réalité, mais qui révèle assez l'ampleur des désordres agraires. Particulièrement nombreux en Ukraine, en Biélorussie et surtout dans cinq provinces de la Russie centrale (Toula, Riazan, Penza, Saratov, Tambov), ces troubles sont de plus en plus violents : les paysans ne se contentent plus de saisir les terres, ils pillent, brûlent par centaines les demeures seigneuriales.

Dans les villes aussi, le climat social se durcit : pour répondre à des grèves de plus en plus dures, avec séquestration des patrons, les chefs d'entreprise arrêtent souvent la production.

L'économie sombre, les pénuries se généralisent, les prix flambent (ils triplent entre juillet et octobre), des centaines de milliers d'ouvriers se retrouvent au chômage, réclamant le contrôle ouvrier sur la production et, de plus en plus souvent, la démission du gouvernement et le passage de tout le pouvoir aux soviets.

Pourtant, les ouvriers ne sont pas très nombreux à adhérer au parti bolchevique, qui compte moins de 200 000 membres au début d'octobre 1917. C'est plutôt à une conquête par le bolchevisme de larges fractions de la société, désabusées par la politique d'un gouvernement qui n'avait pas cessé d'exhorter à la patience, que les autorités assistent, impuissantes.

Mais, dans le vide institutionnel de l'automne 1917, la conception de Lénine d'un parti organisé et déterminé alliée au savoir-faire tactique de Trotski sont des atouts qui vont se révéler décisifs.

## 4. Octobre 1917

### 4.1. Hésitations sur l'insurrection

Dès septembre, Lénine juge qu'il n'est plus que deux voies : « Ou bien tout le pouvoir reste aux soviets [...] ou bien le kornilovisme. »

Il écrit au Comité central de profiter de la réunion (fin septembre) d'une « conférence démocratique » convoquée par Kerenski pour exposer le programme bolchevik et annoncer, en cas de refus – prévisible – de ce programme, l'insurrection. La majorité du Comité central s'oppose à Lénine, et, tandis que la « conférence démocratique » désigne un « Préparlement », une conférence bolchevik décide de participer à cette nouvelle instance, où mencheviks et sociaux-révolutionnaires sont majoritaires.

Kerenski forme un nouveau gouvernement, tandis que la crise du ravitaillement recommence. Les Allemands menacent Petrograd. De Finlande, Lénine écrit au parti qu'il faut déclencher l'insurrection sans attendre le congrès des soviets, prévu pour novembre. Face à l'attentisme persévérant du Comité central, il offre sa démission. De justesse – 9 voix contre 8 –, le Comité central, travaillé par Trotski et Staline, décide de boycotter le « Préparlement ». Trotski dénonce cette « nouvelle douma [qui], sous les ordres des contre-révolutionnaires et des impérialistes, prépare la reddition de Petrograd et la défaite de la révolution ».



Lénine et Staline

Mais les bolcheviks ne préparent toujours pas l'insurrection. Lénine, déguisé, rentre à Petrograd (faubourg de Vyborg). Il parvient à convaincre, après dix heures de discussion, la majorité des membres du comité central de la nécessité d'une insurrection armée, dont le principe est approuvé par dix voix contre deux (celles de Zinoviev et de Kamenev). La



minorité hostile à la décision en fait une critique quasi publique, avertissant ainsi le gouvernement provisoire.

Cependant, aucune mesure pratique n'est prise avant le 16 octobre, date à laquelle se réunit un comité central élargi, qui vote un texte appelant à l'insurrection. Les bolcheviks créent un Centre militaire révolutionnaire chargé d'organiser les modalités pratiques du soulèvement.

De son côté, Trotski a suscité dès le 9 octobre la mise en place d'une organisation militaire émanant du soviet de Petrograd, dont il est le président : le Comité militaire révolutionnaire de Petrograd (CMR), qu'il préside également. Le CMR établit rapidement son ascendant sur les troupes et les recense au quartier général de Smolnyï : gardes rouges ouvriers, marins, soldats de la garnison et du front nord.

#### 4.2. L'insurrection

L'épreuve de force débute le 4 novembre (22 octobre dans le calendrier russe de l'époque), lorsque la garnison de Petrograd se rallie au CMR de Petrograd qu'elle reconnaît comme seule autorité. Les bolcheviks déclarent que seul le IIe Congrès panrusse des soviets – et non une convention démocratique – sera habilité à légitimer un nouveau gouvernement.

Le 6 novembre (24 octobre), le CMR affiche une proclamation à Petrograd. Kerenski rassemble ses troupes (élèves officiers, quelques régiments) autour du palais d'Hiver. Le « Préparlement » se réfugie dans la neutralité. Moscou se prépare aussi à l'insurrection.

À Petrograd, les ponts coupés par l'état-major sont rétablis par les troupes du CMR. Les troupes du front refusent de marcher ou sont trop loin.

Lénine, craignant toujours la temporisation, quitte son refuge du faubourg de Vyborg et s'installe à Smolnyï pour contrôler le déroulement de l'insurrection. Dans la nuit du 6 au 7 novembre (24-25 octobre), les bolcheviks occupent les bâtiments officiels. Le croiseur Aurore menace le palais d'Hiver, que Kerenski abandonne pour le front, à la recherche de renforts et de troupes fidèles au gouvernement.

Pendant que s'ouvre la séance du soviet de Petrograd, puis, dans la soirée, celle du congrès des soviets, le croiseur Aurore bombarde le palais d'Hiver, qui est pris le 8 novembre (26 octobre) au matin. Le Congrès des soviets – le « Préparlement » ayant été dissous dans la journée – annonce, dans un appel, l'avènement du nouveau pouvoir.

Les débats ont été violents : après avoir condamné la « conspiration militaire organisée derrière le dos des soviets », une partie des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires a quitté la salle sous les huées des bolcheviks et l'éloquence assassine de Trotski (« Allez où vous devez vous trouver : dans les poubelles de l'Histoire ! »). Les anciens ministres sont prisonniers, et tout le pouvoir revient aux soviets, donc aux bolcheviks, qui y sont de peu majoritaires (343 sur 675 délégués au congrès). La révolution n'a pas fait 200 morts, un millier peut-être depuis mars.

### **4.3. Le pouvoir bolchevik**

Le Conseil des commissaires du peuple, dirigé par Lénine, organe central du nouveau pouvoir, est formé le 8 novembre (26 octobre). Il a fallu, pour le constituer, lutter contre les tendances au compromis avec les autres partis socialistes, tendances fortes jusqu'au sein du parti bolchevik. Le soir, Lénine prend la parole au congrès des soviets. Accueilli par une immense ovation, il dit simplement : « Maintenant, nous abordons l'édification de l'ordre socialiste. » Sur son initiative, deux décrets sont alors adoptés, sur la paix et sur la terre, qui inaugurent l'application du programme bolchevik.

La situation est encore difficile. Le général Petr Krasnov menace Petrograd, et des combats sont en cours à Moscou et en province ; les fonctionnaires des ministères se mettent en grève contre le nouveau pouvoir ; le syndicat des cheminots, les mencheviks, la douma municipale de Petrograd en appellent aux provinces contre les bolcheviks.

Pour se maintenir – à l'étranger, on ne lui donne pas trois jours à vivre –, le pouvoir des soviets va devoir mener une longue et sanglante guerre civile.

### **5. Le « modèle d'Octobre »**

La révolution d'Octobre, première révolution moderne, n'était pour Lénine et pour Trotski que le prélude à la révolution européenne. L'échec de celle-ci a fait d'Octobre un modèle isolé. La stratégie du mouvement ouvrier est restée de longues années suspendues à l'interprétation de la révolution russe : la révolution doit être permanente selon Trotski ; elle se réalisera par étapes selon Staline. La part d'hésitations aux moments cruciaux, le rôle véritablement obsessionnel de Lénine montrent à quel point Octobre a tenu à peu, combien est dangereuse la réduction à un schéma ; si Lénine a fait preuve, tout au long, de la même détermination, c'est souvent contre une majorité au sein de son parti.

Rien n'est donc plus faux que l'image d'un parti menant de bout en bout les masses à la victoire sur une ligne sans faille : en février, l'insurrection est plus spontanée que désirée par les bolcheviks ; en octobre, Lénine force la main du Comité central parce qu'il sent que les masses sont mûres.

Les différences sociales entre la Russie de 1917 et les pays capitalistes avancés d'aujourd'hui ou même les pays du « tiers monde » rendent factice l'idée d'un « modèle d'Octobre ».

### **6. La propagande soviétique et la révolution d'Octobre**

Les historiens ont maintenant bien montré que l'insurrection d'Octobre a été menée par des hommes déterminés, mais sans réel soutien populaire, à l'exception des marins du croiseur Octobre. Cet état de fait allait à l'encontre des principes du marxisme-léninisme et notamment de l'idée d'une mobilisation des foules derrière les bolcheviks. Aussi la propagande soviétique a-t-elle voulu édifier le mythe d'une révolution d'Octobre soutenue par les masses.

Le cinéma a joué un rôle majeur dans ce processus. En 1927, Sergueï Eisenstein tourne, pour le dixième anniversaire de la révolution, le film Octobre (ou Dix Jours qui ébranlèrent le monde). Il fait appel à l'Armée rouge pour les scènes de foule qui passeront ensuite – y compris en Occident – pour des reconstitutions fidèles de la réalité. Ce ne fut qu'à partir des années 1960 que commença un travail de reconstitution de ces événements montrant la faiblesse de l'adhésion des masses de Petrograd au combat des bolcheviks.

## **QUELQUES DATES DE LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1917**

<b>12 mars (27 février)</b>	<b>Chute du tsarisme</b>
<b>15 mars (2 mars)</b>	<b>Abdication du tsar Nicolas II ; formation du gouvernement provisoire</b>
<b>25 mars (12 mars)</b>	<b>Retour de Kamenev et de Staline</b>
<b>11 avril (29 mars)</b>	<b>Première conférence des soviets de députés ouvriers et soldats.</b>
<b>16 avril (3 avril)</b>	<b>Retour de Lénine</b>
<b>7-12 mai (24-29 avril)</b>	<b>Victoire des thèses de Lénine à la septième conférence panrusse du parti Bolchevik</b>
<b>17 mai (4 mai)</b>	<b>Arrivée de Trotski</b>
<b>18 juillet (5 juillet)</b>	<b>Début de la répression contre les bolcheviks</b>
<b>8-16 août (26 juillet-3 août)</b>	<b>Ve Congrès du parti ; adhésion de Trotski</b>
<b>25-29 septembre (12-16 septembre)</b>	<b>Lettres de Lénine appelant à l'insurrection</b>

## Le Chemin des Dames

L'affaire du Chemin des Dames est dans toutes les mémoires. C'est sans doute le théâtre d'un des drames les plus effroyables de la Première Guerre mondiale.

Une offensive française, lancée le 16 avril 1917 sur l'Aisne, aboutit à la perte de plus de 100 000 hommes en quelques jours, et cela sans résultat notable, sinon un petit gain de terrain et l'usure de l'ennemi.

Héroïques, les unités engagées sur le champ de bataille, ainsi que sur les monts de Champagne tout proches, se rendent compte qu'elles avaient été envoyées au casse-pipe et que la percée promise par le général Nivelle, successeur de Joffre à la tête des armées françaises, était irréalisable, en raison des défenses allemandes imprenables et de l'inaptitude des moyens techniques français.

Qui est responsable de ce carnage et de l'échec de cette offensive (qui ouvre les portes du Q G à Pétain) ?

Une commission d'enquête fut constituée par le gouvernement pour examiner le cas des quatre généraux limogés : Nivelle, Mangin, Micheler, Mazel. Mais les Poincaré, les Briand, qui avaient choisi Nivelle, les Ribot, les Painlevé qui l'avaient laissé faire n'étaient-ils pas aussi coupables ?



Général Nivelle



Général Mangin



Général Micheler



Général Mazel

### Prélude

Le Chemin des Dames est situé sur une lanière du plateau qui s'étire sur une vingtaine de kilomètres d'ouest en est. Elle constitue une barrière naturelle qui domine les vallées de l'Ailette au nord de l'Aisne au sud d'une centaine de mètres. Ses versants festonnés et abrupts sont percés par les vastes galeries des anciennes carrières de pierre.

Cette crête, façonnée par la nature et les hommes, a gardé les traces de l'Histoire, de Jules César au Général de Gaulle, en passant par Jeanne d'Arc, les filles de Louis XV (les Dames du Chemin) et Napoléon. Mais ce sont surtout les terribles combats de la Guerre 1914-1918 qui sont associés au Chemin des Dames. Son site et ses carrières souterraines en font une véritable forteresse devenue un des lieux les plus sanglants de la Grande Guerre en particulier lors de l'offensive meurtrière du 16 avril 1917.

Jusqu'en 1917, le front est stable. Les unités allemandes transforment le Chemin des Dames en une véritable forteresse. C'est cette forteresse que les troupes françaises vont essayer de reprendre.

Pour tenter de percer le front, le général NIVELLE, commandant en chef des armées françaises du nord et du nord-est, lance une grande offensive le 16 avril 1917 sur l'ensemble du Chemin des Dames. Malgré une préparation d'artillerie très importante et l'engagement des premiers chars d'assaut français à Berry-au-Bac, cette opération est un échec coûteux.

Le général NIVELLE s'obstine à une relance les 4 et 5 mai 1917. Au prix de pertes considérables, les troupes françaises reprennent Craonne et le plateau de Californie.

Les poilus français avaient placé beaucoup d'espoir dans cette offensive qui devait constituer un tournant décisif dans le déroulement de cette guerre. La réalité de son échec et trois ans au front eurent raison de leur moral.

## Préparation de l'offensive

### Choix des chefs.

Le général Nivelle commença sans tarder cette préparation. Il lui fallait des exécutants. Une masse de manœuvre importante devait être rassemblée, qui comprendrait plusieurs Corps d'Armée. Quant à celui qui devait la conduire, on laissa au général Nivelle le soin de le choisir.

Malgré que le général Pétain semblât désigné pour une telle mission, le général Nivelle ne fit point appel à ses talents, car un désaccord les séparait.

Le général Pétain resta à la tête de son Armée du Centre, comme le général Franchet d'Esperey demeurait à celle de l'Armée du nord-est et le général de Castelnau à celle de l'Armée de l'Est.

Ce fut au général Micheler que le général Nivelle confia le Groupe d'Armées de réserve et de rupture en formation.

Le général commandant la 10e Armée, qui venait de remporter de brillants succès sur la Somme, était, au dire de M. Painlevé, un officier de remarquable intelligence, d'un vaste savoir, d'une réelle imagination, et l'on pouvait fonder sur lui les plus grands espoirs.

La masse de manœuvre devait comprendre trois Armées : la 5e commandée par le général Mazel, la 6e commandée par le général Mangin et la 10e, à la tête de laquelle le général Duchêne succédait au commandant du Groupe d'Armées.

Le général Nivelle les maintint tous, calmant ainsi les appréhensions de ceux qui craignaient voir triompher exclusivement « l'équipe de Verdun »

Seul le général Mangin appartenait à cette équipe. Il avait été le collaborateur le plus intime du nouveau commandant en chef. Il le demeura.

Choix du terrain.

Sur quel terrain se passerait l'action ?

La région entre les Flandres et le canal de la Bassée ne pouvait se prêter à de grands déploiements avant l'été. Au contraire, le secteur Arras-Bapaume semblait favorable à une attaque.

D'autre part, le front de la Somme ne paraissait plus suffire aux densités de troupes prévues ni aux forces d'artillerie qui devaient entrer en jeu ; et ce champ de bataille, en outre, était usé et ravagé.

La région s'étendant de l'Aisne à la Champagne semblait au contraire favorable et, de plus, sa position en équerre par rapport au front Arras-Bapaume et permettait des combinaisons variées.

Dans ces conditions, le général Nivelle se proposa de monter une attaque puissante du sud au nord, avec l'intention de prendre l'ennemi de flanc, de le déborder et d'essayer de le détruire, ou au moins de le refouler par une menace sur les derrières de l'Armée allemande de l'Oise.

« Le but à atteindre, écrit-il à ses lieutenants, est la destruction de la masse principale des forces ennemies sur le front occidental.



Il ne peut être atteint qu'à la suite d'une bataille décisive livrée à toutes les forces disponibles de l'adversaire, et suivie d'une exploitation intensive.

Cela implique la nécessité, comme premier et deuxième temps, de rompre le front adverse et de battre au-delà de la brèche toutes les forces ennemies qui n'auront pas, au préalable, été fixées dans d'autres régions, puis de porter le gros des forces sur les communications principales de l'ennemi afin de l'obliger soit à abandonner rapidement ses fronts actuels, soit à accepter de nouveaux combats dans les plus mauvaises conditions.

Les moyens à mettre en oeuvre pour obtenir ces résultats comportent l'emploi d'une partie de nos forces en vue de fixer l'ennemi et de rompre son front ; puis l'engagement, au-delà du front de rupture que je choisirai, d'une masse de manœuvre précédemment réservée.

La nécessité de fixer l'ennemi et de l'amener à diviser ses forces conduit à attaquer dans trois régions différentes, suffisamment espacées, et à échelonner les attaques dans le temps, de manière que celle qui paraît réunir, à priori, les plus grandes chances de succès, bénéficie des heureux résultats des premières.

J'ai décidé, en conséquence, d'attaquer en premier lieu dans la région au nord de l'Oise, en même temps que les Armées britanniques entreprendront, entre Arras et Bapaume, une puissante offensive, puis de déclencher une offensive entre Reims et le canal de l'Aisne à l'Oise.

Tout en me réservant la possibilité d'exploiter avec des moyens appropriés l'attaque entreprise au nord de l'Oise (dans le cas où celle-ci réussirait dans des conditions favorables), mon intention est de chercher la rupture sur le front de l'Aisne. La masse de manœuvre, pour déboucher au-delà de la brèche réalisée, sera articulée en conséquence. »

### Opinions sur l'offensive.

En pleine possession de son plan, le général Nivelle définissait le 29 janvier les nouvelles méthodes d'attaques et caractérisait nettement le but :

« J'insiste sur le caractère de violence, de brutalité et de rapidité que doit revêtir notre offensive et, en particulier, son premier acte: la rupture, visant du premier coup la conquête des positions de l'ennemi et de toute la zone occupée par l'artillerie.

L'exploitation doit suivre la rupture sans arrêt. »

Le plan définitivement adopté était celui-ci :

1° Opérer une rupture sur le front de l'Aisne, entre Reims et le canal de l'Aisne à l'Oise, les attaques anglaises et l'opération sur Roye étant surtout destinées à attirer les réserves ennemies loin du théâtre de l'effort principal ;

2° Élargir aussitôt que possible sur les deux aîlés la brèche effectuée, puis faire intervenir une Armée de manœuvre débouchant en terrain libre et ayant pour mission d'écraser avec toutes ses forces les réserves que l'ennemi pourrait jeter successivement dans la mêlée;

3° Porter enfin la masse vers le nord, sur l'axe général Craonne-Guise, pendant que les forces chargées de l'attaque secondaire du front Roye-Lassigny s'efforceraient de pousser sur Saint-Quentin, et que les Armées britanniques continueraient à foncer dans la direction de Cambrai.

En résumé : faire ouvrir une porte à double battant, maintenir ces deux battants ouverts par rabattement des Armées chargées de l'opération; et par la porte ainsi ouverte et maintenue telle, faire passer une nouvelle Armée chargée de l'exploitation du succès.

Les 5e et 6e Armées devaient ouvrir la porte, la 10e devait la franchir (La 10e Armée sera constituée spécialement pour remplir cette mission. Elle disposera en particulier de deux Corps de cavalerie)

### Événements imprévus

Telle était la situation en fin de février 1917 ; l'offensive en cours de préparation au milieu de la confiance générale, lorsqu'une série d'événements vint en modifier les conditions.

D'abord, au point de vue général, la révolution venait d'éclater en Russie. On avait appris brutalement l'abdication du tzar Nicolas, et c'était là le seul renseignement certain.

Qu'allait devenir cette révolution?

Comment évoluerait-elle?

A quoi aboutirait-elle?

Toutes les appréhensions étaient permises.

La menace d'une défection semblait la plus terrible.

Quelques semaines plus tard, la rupture diplomatique des États-Unis avec l'Allemagne ne sembla pas, au début, capable de contrebalancer les conséquences funestes du drame oriental.

Au point de vue intérieur, un incident de séance venait d'ouvrir une crise ministérielle. Le général Lyautey, par une phrase incomprise, avait soulevé un tumulte à la Chambre.

Il dut donner sa démission.

Mais, dans sa chute, il entraîna le président du Conseil, M. Briand, qui, lui aussi, comme auparavant le général Joffre, était l'objet d'attaques de plus en plus violentes et de moins en moins cachées.

M. Alexandre Ribot fut chargé de constituer un nouveau cabinet. Un portefeuille était difficile à confier : celui de la guerre. Pourtant un homme s'imposait, tant par lui-même que par ses amis : M. Painlevé.

M. Ribot était trop habile pour ne pas faire appel à cette force. La crise y trouva sa solution. Mais ce changement dans le gouvernement devait avoir des conséquences nombreuses et graves au point de vue strictement militaire.

M. Painlevé était l'adversaire du général Nivelle, non point de sa personne, car ce fut une des belles vertus de cette guerre que l'oubli des querelles particulières, mais bien de sa méthode qu'il jugeait hasardeuse.

Seulement, le général et l'offensive ne faisaient qu'un. Ils se confondaient dans l'espoir du succès; de ce jour on les confondit pour les attaquer plus facilement; et le général Nivelle n'eut plus seulement à s'occuper de préparer l'offensive, il lui fallut aussi la défendre.

#### Les derniers préparatifs

Au front, depuis que l'offensive avait été décidée, on la préparait.

Depuis les premiers jours de janvier, le Grand Quartier Général multipliait les recommandations d'ordres technique et tactique concernant l'abordage des positions ennemies, le débouché des colonnes, les mesures à prendre contre l'encombrement et l'entassement des troupes, la mobilité des unités, l'organisation des transports, des ravitaillements et du Service de Santé.

Après le terrible hiver qui avait paralysé tous les efforts, la préparation matérielle avait repris avec une activité prodigieuse.

Il fallait développer les voies de communications : on construisit 310 kilomètres de voies ferrées normales; 20 kilomètres de voies métriques, 308 kilomètres de voies de 60 centimètres, et 25 kilomètres de routes pour piétons et voitures, avec élargissement des routes existantes sur un trajet de 155 kilomètres; 22.000 hommes furent affectés à ces services, avec un matériel de 45000 wagons qui transportèrent des baraquements, des bois pour les abris et les tranchées, des fils de fer, des tôles, etc.. ;

752 sections de voitures automobiles, mises à la disposition des Armées le 15 avril, avaient une puissance de transport de 120.000 hommes, 21000 blessés, 18.250 tonnes de matériel, 1.680 tonnes de cailloux, 182 tonnes de viande.

Pour l'alimentation, le Groupe d'Armées de Réserve fut approvisionné pour un effectif de 40 divisions, à huit jours de vivres d'avance et trois jours de vivres de réserve.



Le Service de Santé avait fait de larges prévisions au sujet des évacuations et des hospitalisations. Le G. A. R. disposait de six hôpitaux d'évacuation, chacun de 3000 lits, et, en plus, de 60000 places d'hospitalisation.

Au point de vue de l'artillerie et des munitions, jamais encore une pareille accumulation de moyens n'avait été effectuée. Le Groupe d'Armées de Réserve pouvait étaler, sur un front de 40 kilomètres, 5.343 pièces, dont 1930 de gros calibre, en canons lourds à tir rapide du plus récent modèle.

Le stock des munitions était considérable. Voici quelques chiffres : pour le 75 plus de 23 millions; pour le 120, près de 2 millions; pour le 155, 3500.000 ; pour le 220, 300.000 ; pour le 280, 27.000; pour le 320, 37.000 coups.

Le 7 avril, les Armées étaient approvisionnées à sept jours de feu. En prévision de la marche en avant, des dépôts intermédiaires de munitions avaient été installés aussi près que possible du front.

L'armement de l'infanterie avait été largement perfectionné. Chaque bataillon disposait de huit mitrailleuses, et un approvisionnement était constitué. Chaque compagnie avait huit fusils-mitrailleurs; et dans les divisions d'exploitation comme dans celles chargées des fronts défensifs, ce chiffre était doublé.

Enfin, pour la première fois, les chars d'assaut, surnommés les tanks, devaient prendre part à l'attaque en grand nombre. Deux groupements furent mis à la disposition de l'Armée.

Quant à l'aviation, trois groupes de combat, formant un total de 220 avions, étaient à la disposition du commandant du Groupe d'Armées de Réserve.



### Le moral des combattants

Au point de vue matériel, tout semblait donc bien préparé. et rassemblé pour donner les meilleurs résultats. Cependant l'énorme machine n'était peut-être pas mise tout à fait au point.

Au moral, la situation était la même. Tout était prêt pour la victoire ; si elle venait, on saurait l'exploiter avec enthousiasme, sinon de mauvais éléments prendraient le dessus.

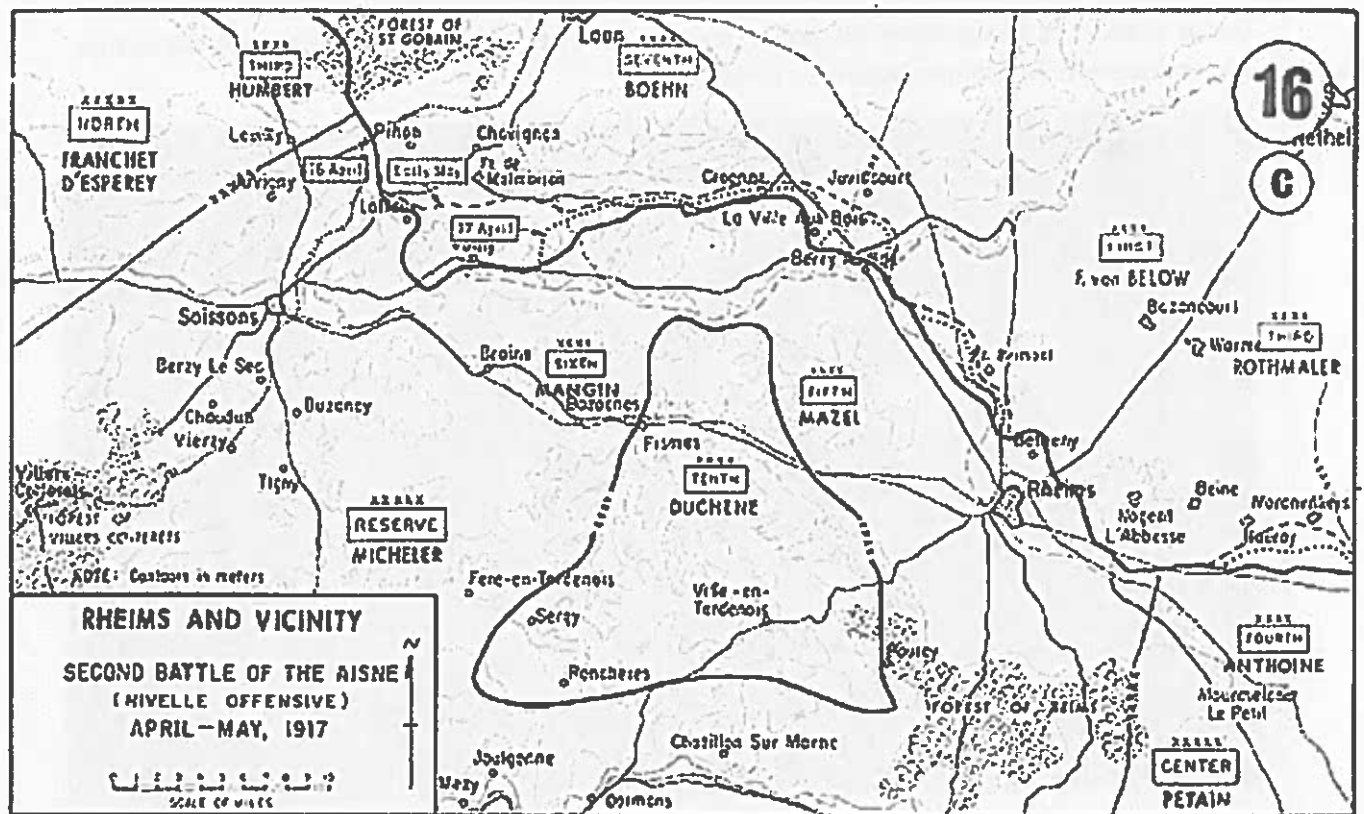
Les troupes, aussi bien françaises qu'alliées, étaient pleines d'ardeur et d'élan. En bonne forme physique, à la suite d'une longue période d'instruction et de repos, elles faisaient preuve d'un merveilleux souffle patriotique, d'un grand esprit de sacrifice, et surtout d'une magnifique foi en la victoire, malgré qu'elles se rendissent bien compte de la difficulté de leur tâche.

Malheureusement, les hésitations et les querelles de l'intérieur avaient ébranlé leur confiance en l'offensive, et d'autres germes malsains avaient été semés, apportés de l'intérieur par les tracts que les partis révolutionnaires répandaient à foison, et par les permissionnaires. Ceux-ci, durant leur congé, avaient constaté la différence de vie des ouvriers d'usine, et revenaient de chez eux énervés ou découragés.

En somme, après deux années d'union sacrée, bien que le front eût conservé son état d'esprit sublime, les mauvaises influences que l'intérieur laissait apparaître faisaient petit à petit la tache d'huile, et menaçaient de tout contaminer.

Le général Nivelle, dans une lettre du 28 février, avait signalé au Ministre de la Guerre les faits de menées pacifistes contre lesquelles il demandait des mesures sérieuses. Il attirait l'attention sur « l'épidémie » des tracts, sur les mauvaises influences dont on entourait les permissionnaires, sur l'action de quelques meneurs. L'atmosphère politique d'alors était chargée d'électricité.

Le Gouvernement ne voulut pas faire éclater l'orage.



### Plan définitif de l'attaque

Quoiqu'il en soit, le plan définitif de l'offensive était arrêté le 5 avril, et indiqué de cette façon à toutes les forces qui devaient agir

#### 1e Rupture.

Les Armées britanniques feront brèche dans le front ennemi entre Givenchy et Quéant. Leurs réserves seront poussées en direction de Cambrai et de Douai, tandis qu'une opération latérale rapide sera entreprise à la fois vers le Nord, en arrière du front Lens La Bassée, et vers le Sud Est, en prenant à revers la ligne Hindenburg.

Le Groupe d'Armées du Nord attaquera les positions avancées adverbès à l'ouest et au sud de Saint-Quentin, puis le front Harly-Alaincourt, en liaison à gauche avec la 4e Armée britannique, à droite avec le Groupe d'Armées de Réserve.

Le Groupe d'Armées de Réserve développera ses attaques initiales sur le front primitivement fixé et en direction de Guise, Vervins et Hirbon.

Le Groupe d'Armées du Centre coopérera, par sa 4e Armée, à l'attaque du précédent, en prenant l'offensive à l'ouest de la Suipe, qu'il bordera après l'enlèvement du massif de Moronvilliers.

L'Armée belge rompra le front ennemi dans les régions de Steenstraat et Dixmude.

#### 2e Exploitation.

Armée britannique : Après la prise de Cambrai et de Douai, marcher sur Valenciennes, puis sur Mons, Tournai et Cambrai, en liaison avec l'Armée belge qui se portera sur Roulers et Gand.

Groupes d'Armées du nord: Se rendre maître des voies ferrées partant d'Hirson vers Cambrai, Valenciennes et Maubeuge.

Autres Groupes d'Armées : Conquête de toute la boucle de l'Aisne, puis de la région comprise entre la Meuse, la Sormonne et l'Oise.

Le Général en chef avait fixé au 8 avril le début des opérations :

Les Anglais, sur le front Arras-Vimy devaient, les premiers, entrer dans la fournaise. Les autres attaques devaient s'échelonner jusqu'au 14.

Comme le mauvais temps contrariait les réglages on envisagea un délai.

Le maréchal Haig insista pour qu'on ne reculât point davantage.

Le 9 avril, à 5h30 du matin, les forces britanniques (anglais et canadiens) sur un front de 40 kilomètres, d'Arras à Lens et du bois d'Havrincourt aux abords d'Ancre, s'élancèrent en masses considérables et remportèrent un très beau succès au nord d'Arras. Elles avaient enlevé Thélus et la crête de Vimy et atteint la lisière de Givenchy-en-Gohelle. 11000 morts.....

Vers Saint-Quentin, elles avaient chassé l'ennemi des hauteurs entre le Vergnier et Hargicourt. Dans la direction de Cambrai, elles avaient gagné Humières, Deniécourt et Boursier.

Ainsi les Anglais devenaient maîtres du plateau dominant la vallée de la Scarpe et de la route de Douai. Ils avaient fait plus de 13.000 prisonniers et enlevé plus de 100 canons, ainsi que plusieurs centaines de mitrailleuses. C'était un début d'heureux augure.

Notre offensive devait commencer à son tour le 14. Les pluies persistant, le général Mangin demanda quelque répit. La date définitivement choisie fut celle du 16 avril.

Malheureusement, dans l'attente du grand jour, tandis que des deux côtés on se livrait à des coups de mains pour sonder les intentions de l'ennemi, un sous-officier porteur du plan d'engagement de son bataillon, sur le front de la 5e Armée, se laissa prendre.

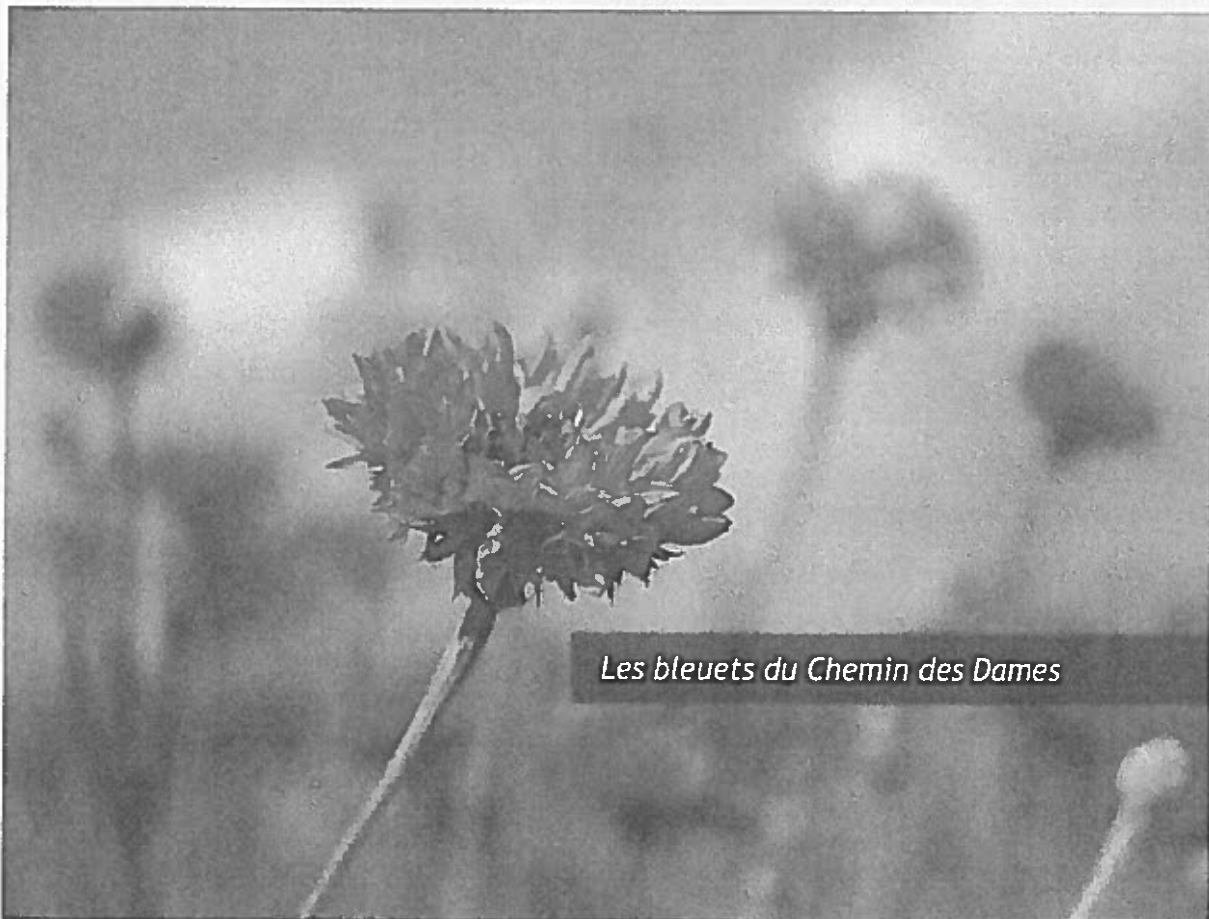
Ce document, hélas, indiquait aussi le dispositif d'ensemble, l'ordre de bataille des troupes opérant au nord de l'Aisne et même les objectifs assignés aux Corps d'Armée voisins.

Il était trop tard pour rien changer. On dut se contenter d'essayer d'en neutraliser les résultats en envoyant des renseignements faux au moyen de messages téléphonés, destinés à être interceptés par les Allemands.

Le grand jour était arrivé.

Le 15 au soir, le général Nivelle faisait communiquer à toutes les troupes l'ordre du jour suivant :

« Aux officiers, sous-officiers et soldats des Armées françaises. L'heure est venue. Confiance, courage et vive la France ! »



**Mons - 4 mai 2017 - 20h00**

# **CONCERT DE GALA EXCEPTIONNEL**

## **Collégiale Sainte-Waudru**

*Proposé par le Cercle Royal Mars et Mercure - Club de Mons*



# **LA MUSIQUE ROYALE DES GUIDES**

*Direction Capitaine Chef de Musique Yves Segers*

## **TICKETS**

**[www.visitmons.be](http://www.visitmons.be)**

Office du Tourisme - 27 Grand-Place - 065/33 55 80

Infos : [www.marsmercuremons.org](http://www.marsmercuremons.org)





Talon de réservation et d'inscription à renvoyer  
chez Alain KICQ, rue de la Licorne 34 – 7022 Hyon  
Tél. 065/35 42 85 – GSM 0485/13 12 01 – e-mail: alain.kicq@hotmail.be

Nom et prénom : .....

Votre e-mail : .....

Je verse au compte **BE64 0015 7243 3452** du CROR Mons la somme de ..... €

Pour la cotisation 2017 : 12,50 € OUI – NON (\*)

Concert de la musique des Guides OUI - NON (\*)  
Cartes d'entrée en vente chez A. KICQ

Virement effectué le ..... Signature : .....

(\*) Barrer la mention inutile

